

« Paradoxalement, la crise ouvre et rend possibles des espaces de concertation, voire de décisions communes au niveau international. Il est urgent de s’y engager. »

Pierre GERMAIN

2010

LE DÉFI DE LA FRATERNITÉ. UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2009

L. A. C. - n° 253

La crise, menace et promesse

Dans un océan de libéralisme...

Ce qui est en crise, c'est l'homme

L'Apocalypse : un livre pour temps de crise

Sommaire

Éditorial Dominique FONTAINE.....	1
Des ouvriers en lutte pour leur dignité José MATOS DA SILVA.....	3
La "crise" au Brésil François LEWDEN.....	7
La "crise" au Cambodge Chytra et Gérald.....	9
Dans un océan de libéralisme... Guy Pasquier.....	13
Ce qui est en crise, c'est l'homme Joël CHÉRIEF.....	19
Vous avez dit crise ? Pierre CHAMARD-BOIS.....	29
La crise, ses causes et ses effets Olivier CHAZY.....	37
EN LIBRAIRIE.....	54
L'Apocalypse : un livre pour temps de crise Malou LE BARS.....	55
LIVRES REÇUS à la rédaction.....	62
La crise ouvre de nouveaux espaces de concertation Pierre GERMAIN.....	63
SOURCES <i>L'instance critique de la Croix.....</i>	69
UN LIVRE - UN AUTEUR <i>La question religieuse au ^{xx} siècle G. Corm.....</i>	75

Communauté Mission de France

LA "LETTRE AUX COMMUNAUTÉS", revue bimestrielle de la Communauté Mission de France, est un lieu d'échanges et de communication entre les équipes et tous ceux, laïcs, prêtres, diacres, religieux et religieuses, qui sont engagés dans la recherche missionnaire de l'Église, en France et en d'autres pays. Elle porte une attention particulière aux diverses mutations qui, aujourd'hui, transforment les données de la vie des hommes et la carte du monde. Elle veut contribuer aux dialogues d'Église à Église en sorte que l'Évangile ne demeure pas sous le boisseau à l'heure de la rencontre des civilisations. Les documents qu'elle publie sont d'origines diverses : témoignages personnels, travaux d'équipe ou de groupe, études théologiques ou autres, réflexions sur les événements... Toutes ces contributions procèdent d'une même volonté de confrontation loyale avec les situations et les courants de pensée qui interpellent notre foi. Elles veulent être une participation active à l'effort qui mobilise aujourd'hui le peuple de Dieu pour comprendre, vivre et annoncer que la foi au Christ donne sens à l'avenir de l'homme. ■

Lettre aux Communautés

Communauté Mission de France - BP 101 - 3 rue de la Pointe - 94171 Le Perreux-sur-Marne CEDEX.

Tél : 01 43 24 95 95 - **Fax :** 01 43 24 79 55 - **Courriel :** mdf@club-internet.fr - **Site :** www.mission-de-france.com

Directeur gérant : Dominique FONTAINE

Responsable : Danièle COURTOIS

Comité de rédaction : Pierre CHAMARD-BOIS, Danièle COURTOIS, Dominique FONTAINE, Pierre GERMAIN, Michel GROLLEAUD, Bernard MICHOLLET, Yves PETITON, Marie-Odile PONTIER, Christophe ROUCOU, Christelle SEGUENOT

Maquettiste : Florence MAYJONADE-CLAYETTE **Relecture** : Michel GROLLEAUD

Abonnements : Sophie MAYJONADE **Photos** : Communauté Mission de France

Abonnements (5 numéros par an) France et étranger : Abonnement ordinaire : 32 € – Abonnement de soutien : 38 €

Le numéro : 7,00 €

Nous consulter pour les envois par avion ou sous pli cacheté.

Pour tout changement d'adresse, envoyer la dernière bande et 2 timbres à 0,56 €.

Dépôt légal n° 458 - Février 2010

Imprimerie Moderne Auxerroise
BP 142
89002 AUXERRE CEDEX

N° commission paritaire : 1109 G 85660



Au moment où certains prétendent que la crise économique et financière serait derrière nous, au moment où apparaissent de plus en plus les conséquences de cette crise en termes de chômage et de suppressions d'emplois, nous avons voulu apporter au débat une réflexion un peu approfondie.

Vous pourrez lire plusieurs témoignages. D'abord celui de José MATOS DA SILVA, syndicaliste, qui a organisé l'occupation de son entreprise. Puis nous avons privilégié des témoignages venant d'autres continents : du Brésil et du Cambodge. Enfin Guy PASQUIER nous parle du commerce maritime, qui a été depuis quarante ans le fer de lance de la mondialisation libérale... et qui paradoxalement voit apparaître peu à peu une réglementation mondiale.

Olivier CHAZY brosse un large tableau qui montre que cette crise du système économique mondial n'est pas conjoncturelle mais structurelle. Sa connaissance de l'Afrique donne du poids à ses affirmations.

À partir d'une analyse de la façon dont la crise est vécue dans son entreprise sous-traitante de l'automobile, Joël CHÉRIEF pointe les transformations dans le mode de production, par exemple la façon dont l'entreprise individualise et intériorise chez les salariés les contraintes du travail et ne favorise pas le potentiel humain qu'elle représente. Il aboutit à la question suivante : cette crise ne révèle-t-elle pas la nécessité de refonder ce qu'est l'être humain, à l'articulation des questions de la liberté et de la vérité? Il rejoint là le témoignage de José.

Pierre CHAMARD-BOIS poursuit cette réflexion sur l'être humain et propose de penser en termes de crise permanente et généralisée. Cela le conduit à la recherche d'une clairvoyance pour affronter le mal et comprendre la traversée de la crise comme une chance et pas seulement comme une menace d'anéantissement.

La tradition chrétienne n'est pas sans ressource pour vivre et affronter ces situations. Malou LE BARS nous dit combien un livre comme l'Apocalypse peut être une parole forte et révélatrice.

Dans la même ligne, Jean-Marie PLOUX, dans la rubrique "Sources", nous montre que la foi de Jésus en la Promesse de Dieu son Père fait de sa mort une victoire sur le mal et sur la menace que font peser sur l'humanité toutes les crises.

Pierre GERMAIN conclut en montrant comment la crise oblige à ouvrir des espaces de concertation aux plans local et mondial pour trouver de nouvelles règles.

Son analyse est complétée et élargie par Bernard MICHOLLET qui, dans la rubrique "Un livre, un auteur", rend compte d'un livre de Georges CORM, auteur libanais. Celui-ci dresse une fresque de « l'interminable crise de la modernité » et montre que « quelques-uns ne peuvent plus penser et décider pour les autres et les manipuler ».

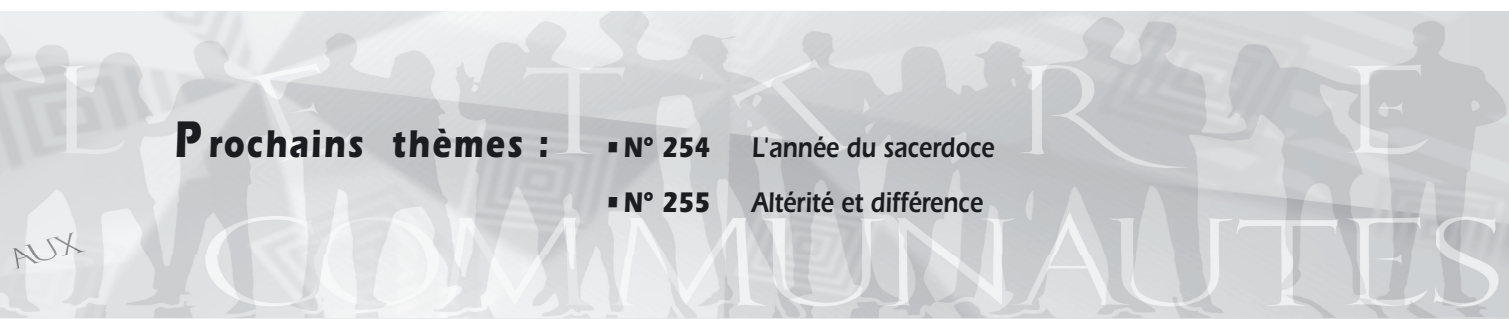
Puisse leur appel à de nouvelles formes d'engagement être entendu.

Dominique Fontaine

Pour le Comité de rédaction

Prochains thèmes : ■ N° 254 L'année du sacerdoce

■ N° 255 Altérité et différence





Des ouvriers en lutte pour leur dignité

par José MATOS DA SILVA



En équipe ACO, syndiqué à la CFDT depuis une trentaine d'années, José est un ami de quelques membres de l'équipe

Mission de France de la Somme.

LAC : José, les lecteurs du quotidien *Courrier Picard* vous connaissent bien. Depuis plusieurs années, les journalistes les ont informés sur le conflit que vous avez vécu avec les salariés au sein d'une entreprise locale. Que s'est-il passé ?

José : À la période de l'effondrement de l'empire Saint-Frères qui régnait sur toute la vallée de la Nièvre¹, pour conserver un peu de travail sur le secteur, suite aux luttes menées durant les années 1980, les différents acteurs régionaux et locaux qui en avaient le pouvoir ont fait venir des entreprises grâce à des conditions attractives.

Une entreprise implantée dans les Vosges s'est installée. Ces dernières années, elle était composée

1. Affluent de la Somme.



d'environ 3 000 salariés dont plus d'un millier en Roumanie. Elle fabriquait des canapés destinés à la grande distribution.

Personnellement embauché en 1999, je suis vite entré en conflit avec la direction pour non-paiement des heures supplémentaires, non-respect des droits du travail et des conventions signées. Je suis devenu délégué syndical CFDT en 2001. J'ai constaté que comme les vigneron, les laitiers et tant d'autres, nous avons subi les conséquences de la politique salariale actuelle : des bénéfices pour les actionnaires et des importations à faible coût d'Asie. On a voulu se servir de la crise pour éliminer l'entreprise avec un syndicat fort et couvrir des erreurs de gestion économique. Les élus locaux ont-ils été assez attentifs ? Les aides massives n'ont pas réussi à garder l'emploi. [...]

LAC : vous venez de décrire dans le détail les événements qui ont conduit à la fermeture de l'entreprise et à la lutte des salariés. La LAC ne peut pas publier l'intégralité de cette interview, nous allons essayer de résumer les grandes étapes.

Vous étiez un des meneurs de la lutte et vous avez été victime de cinq demandes de licenciement et réintégré chaque fois, soit parce que votre licen-

ciement était refusé par l'inspection du travail, soit parce que vous avez utilisé toutes les possibilités offertes par la loi et vous avez été réintégré (recours ministériel, recours auprès du tribunal administratif, auprès de la cour d'appel).

Pendant votre absence en 2006, il y a eu un premier plan de 189 licenciements qui n'a pas sauvé l'entreprise. En 2007, quelques mois après votre réintégration, l'entreprise est reprise par les cadres avec 106 nouveaux licenciements. C'est maintenant la MFDS (Manufacture française de sièges), société devenue en principe complètement indépendante du groupe qui la dirigeait précédemment. Votre place de délégué vous permet d'avoir une vue sur la gestion, vue partielle car une expertise des comptes demandée sera refusée ; vous savez cependant que les pertes s'accumulent de mois en mois. Suite à un redressement judiciaire fin avril 2009, 196 personnes devaient être licenciées et finalement l'administration judiciaire prononcera le dépôt de bilan total en août 2009 ; il y avait alors 358 salariés.

LAC : Peut-on dire : Ainsi se termine l'histoire ?

José : non, pas du tout. Pendant toute la période dont nous venons de parler, nous avons uti-



lisé tout ce que la loi nous permettait, nous avons étudié tous les dossiers, et informé régulièrement les salariés. Ensemble, nous avons occupé l'usine nuit et jour pour préserver notre outil de travail (nous n'avons rien cassé, nous n'avons rien pris pour nous, c'était pourtant notre production), nous avons simplement mais jusqu'au bout lutté, avec comme seules armes, les lois. Actuellement nous nous réunissons encore pour faire le point sur les plaintes qu'ensemble nous avons déposées auprès des prud'hommes pour licenciement abusif. Mais certains se sont découragés, quand on voit la liquidation d'une entreprise où il n'y a plus rien, où voulez-vous demander quelque chose ? à qui ? puisque le cordon ombilical avec le groupe initial n'existe plus sur le papier. Actuellement, quelques mois après la vente des machines, quelques-uns travaillent par intérim, un seul a retrouvé un CDI. Une centaine n'ont pas voulu adhérer à la CRP (Convention de reclassement personnalisé), les autres sont en formation.

LAC : C'est donc ensemble que vous continuez la lutte, pouvez-vous nous parler de l'attitude des salariés qui étaient dans l'action avec vous ?

José : Quand j'ai lu au personnel la liste des 196 licenciements proposés, après ceux qui avaient

déjà eu lieu, les ouvriers ont dit « *trop, c'est trop, on refuse ce plan de continuité* », et la grande majorité s'est mise en grève (seules environ 50 personnes, cadres y compris, ont continué à travailler, les 300 autres ont débrayé). Peu à peu le mouvement a perdu de sa vigueur, dans l'entreprise beaucoup de femmes avaient un mari en lutte également dans leur usine, même si l'argent va rentrer, très vite on a des découverts à la banque qui n'attend pas. La pression sur les salaires est forte.

Mais beaucoup d'entre nous, nous sommes restés solidaires jusqu'à la fin. Des liens se sont créés entre des salariés qui ne se connaissaient pas avant, qui se disaient à peine bonjour. Maintenant nous nous rencontrons ; avec ceux qui sont restés jusqu'à la fin, nous allons faire un repas dans huit jours avec les familles. Pendant la lutte, le liquidateur a payé les salaires en retard, ceux qui étaient en mouvement à l'usine se sont prêté de l'argent, celui qui avait reçu prêtait pour quelque temps à celui qui n'avait pas encore reçu. On avait une solidarité qu'on ne connaissait pas avant. C'est dans la difficulté qu'on se motive, qu'on se remet en question sur l'unité. Même si par peur, certains "se sont vendus" ; il est important pour moi de montrer que tout le monde n'est pas pourri.



LAC : Et vous, comment avez-vous vécu toute cette période de lutte, qu'est-ce qui vous faisait tenir ?

José : Je suis contre l'injustice et le profit. En devenant délégué syndical, j'ai donné ma parole aux salariés, j'irai jusqu'au bout, même si parfois je suis révolté par l'attitude de certains, mais c'est comme ça, c'est leur culture, ils n'ont jamais pu faire confiance à quelqu'un. Le côté croire en quelque chose semble perdu dans notre société. Mais au fond de chacun, il y a de l'humanité ; malheureusement, beaucoup ne savent pas s'en servir et ne savent pas aller la chercher. L'essentiel est de garder sa dignité, d'aider celui qui représente ce que tu penses, en étant positif tout le temps, sans se braquer les uns contre les autres. À celui qui nous reprochait notre action, je disais simplement : « *Si tu penses que nous avons tort, nous ne pouvons rien pour toi, que fais-tu ici ?* » Mais quel plaisir pour un

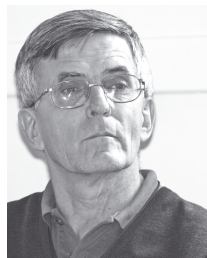
salarié qui est allé jusqu'au bout de dire aux autres « *nous avons raison !* ». Certes lutter contre le pouvoir, ce n'est pas facile et le soir souvent, je ne dormais pas bien, me demandant : est-ce que ce que je fais correspond à l'attente des salariés ? Même si la conscience est tranquille, elle est envahie. Mais je ne me suis jamais découragé, j'ai la chance d'avoir des amis dans l'entreprise et au dehors, et surtout j'ai ma femme qui m'a toujours soutenu. Il ne faut surtout pas baisser les bras avant de connaître la vérité, sinon on n'y arrivera jamais. Il fallait toujours bien préparer les dossiers pour aller en justice et encore maintenant, il n'y a que la justice qui peut donner raison aux salariés, mais comme c'est très long, quand on saura, dans trois ou quatre ans, cela n'aura pas le même goût !

Lutter contre l'injustice, garder sa dignité personnelle, une dignité qui est en chacun, chercher à connaître la vérité... tout un programme ! ■



La “crise” au Brésil

par François LEWDEN



Prêtre du diocèse
de Bordeaux,
François vit au
Brésil à Belo
Horizonte depuis
une trentaine
d'années.

Les études et réflexions des économistes sur la “crise” au Brésil comme ailleurs ne manquent pas et je n’ai aucune qualification pour parler sur le sujet. Mais au moment de commencer à écrire ce texte pour parler à partir de ce que nous avons ressenti “à la base”, je tombe sur les statistiques mensuelles de créations d’emplois dans le pays pour le mois de novembre :

- 2004 : 7 900
- 2005 : 13 000
- 2006 : 32 000
- 2007 : 124 000
- 2008 : - 4 000
- 2009 : 246 000

Effectivement il y a donc eu un moment de panique, fin 2008, avec pas mal de licenciements



dans l'industrie, surtout dans l'automobile. Cela a entraîné aussi quelques difficultés de trésorerie pour le gouvernement car la diminution de la production a provoqué une chute importante dans les rentrées d'impôts. En même temps le Président Lula da Silva, avec son charisme médiatique, a fait pas mal d'interventions à la télévision pour rassurer l'opinion publique, disant que le Brésil menait une saine politique financière qui le mettait à l'abri des secousses internationales. Il a aussi diminué les impôts sur les produits industriels, en particulier les voitures dont le prix d'achat a baissé, évitant ainsi une forte baisse de la production. Le système des banques n'a pas eu l'air d'être trop atteint puisqu'aucune n'a fermé ou n'a eu besoin d'être renflouée par l'État.

Résultat : le Pays va terminer l'année avec une croissance du PIB entre 0 et 0,5 %. Déjà les spécialistes parient sur un taux de 6 % pour 2010, ce qui serait un record pour ce siècle. Le boom de nouveaux emplois en novembre semble indiquer que ces prévisions ne sont pas utopiques.

En gros, je n'ai pas senti que les milieux pauvres ont été très touchés. À ma connaissance, au moins à Belo Horizonte, la plupart de ceux qui

travaillaient dans l'automobile ont retrouvé du travail, souvent dans la même entreprise. Le gouvernement a pu réajuster notre SMIC et les retraites de base à un taux qui tourne autour du double de l'inflation. Le réajustement des autres pensions a suivi le taux de cette dernière.

Une des causes de ce calme relatif depuis le début de la "crise" vient sans doute de l'existence encore assez importante d'une économie informelle : mal évaluée, elle échappe à la comptabilité officielle et bien sûr, aux risques bancaires. Il y a quelques années, on estimait que 55 % de la population économiquement active (PEA) travaillait sans être déclarée. Aujourd'hui, grâce à moins de tolérance des tribunaux du travail, ce chiffre a beaucoup diminué mais reste élevé, en particulier dans le bâtiment.

Signe de la reprise économique... et aussi de l'approche des élections présidentielles en 2010, le gouvernement lance dans tout le pays de grands chantiers d'infrastructures et de logements : les journaux disaient ce matin qu'il pourrait manquer 180 000 ouvriers pour réaliser ces objectifs dans les temps prévus. ■



La “crise” au Cambodge

par CHYTRA

Du Cambodge où il vit depuis quelques mois, Pierre Laurent, prêtre de la Mission de France, nous a envoyé le témoignage de Chytra, une des responsables de l'Association “Claire Amitié”, témoignage complété par quelques lignes de Gérald qui vit en milieu rural.

Je crois qu'il est très difficile de parler spécifiquement des conséquences de la crise économique mondiale au Cambodge. Car le pays a connu des mouvements historiques très importants : guerre 1970-75 (catastrophe humaine), régime des Khmers-Rouges (pire catastrophe humaine, sociale, morale, intellectuelle), l'État du Cambodge puis les Accords de Paris en 1991, l'organisation de la 1^{ère} élection libre avec la force de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge), puis inflation et émergence des nouveaux riches, rapatriement des réfugiés qui vivaient sur les frontières Khmer-Thaïlande pour qu'ils puissent voter (c'était un premier mouvement important de population, qui fut suivi de l'apparition d'un fossé entre nouveaux riches et pauvres).



Après une élection bien réussie, l'aide financière internationale arrive avec des sommes sans cesse accrues. Les investisseurs s'intéressent de plus en plus au pays, donnant naissance à des usines. Les Cambodgiens qui quittent les premiers leur village deviennent ouvriers dans le secteur du bâtiment ; des milliers d'autres suivront peu à peu pour aller s'embaucher en usine (cet exode massif de population entraîne des bouleversements familiaux et sociaux : on ne pense qu'à travailler en usine pour avoir de l'argent, au détriment des enfants qui grandissent sans leurs parents...). Ces mêmes enfants deviendront presque tous ouvriers à leur tour. Qu'ont-ils reçu de leur famille ? Peu ou presque rien ; ils ont grandi, privés d'éducation familiale, de formation scolaire et de l'amour parental dont ils avaient besoin. Certaines familles vendent tout leur bien pour quitter leur village et s'installer en grande ville. Pour cette population rurale sans information, tout espoir, toute dignité et toute richesse ne peuvent venir qu'en travaillant en usine ou dans la construction.

Vous imaginez la catastrophe que provoque le chômage. Avec les usines, sont arrivés la bière, l'alcool, le karaoké et la prostitution mas-

sive. Les jeunes ruraux en ville consomment des loisirs trompeurs, aux conséquences connues. Ainsi beaucoup d'entre eux sombrent vite dans l'alcoolisme, devenant des pères ou mères de familles sans volonté et irresponsables, cédant à la violence conjugale dont les premières victimes sont les enfants.

Nos jeunes ouvrières d'aujourd'hui payent très lourdement les conséquences des choix faits dans le passé. Parmi les jeunes que j'ai interrogés, 90 % m'ont répondu : *« mon père boit et il est très violent. Il ne pense qu'à boire, qu'à s'amuser et il ne travaille pas. C'est moi qui nourris la famille »*. Ces jeunes ouvrières, dont certaines travaillent en usine depuis dix ans, n'ont guère pu améliorer leurs conditions de vie. Elles n'ont pas reçu grand-chose de leur famille et elles doivent donner tout ce qu'elles gagnent. Dans ces conditions, pas question pour elles de penser à leur avenir. Plus elles travaillent, plus leurs familles s'appauvrissent et 10 % seulement d'entre elles s'en sortent à peu près bien. Si elles ne s'en sortent pas, les parents choisissent de les marier. Comme si le mariage était un miracle qui arrange tout, qui résout tous les problèmes familiaux !...



Comment donc pourrais-je vous expliquer les conséquences de la crise actuelle, puisque notre pays connaît sans cesse des bouleversements qui aggravent la dégradation de la dignité humaine, de la pensée, de la mentalité, de la morale de chacun et de la société dans son ensemble ? Certes, la crise est un poids en plus, mais ce poids n'est pas très lourd par rapport à ce que nous avons déjà porté et supporté.

En conclusion, au Cambodge, il faut s'inquiéter avant tout de la crise de conscience plutôt

que de centrer son attention sur les statistiques et les indicateurs de taux de croissance. Il faut s'arrêter à l'essentiel : la crise d'identité du peuple en tant qu'être humain, où chacun a le droit de vivre dans son coin, sur sa terre, dans sa forêt natale... où chacun peut profiter de la nature qui lui appartient. Vivre au pays avec une égalité devant la loi et une justice pour tous doit devenir possible : Cambodgiens de toutes conditions sociales, bien sûr, mais aussi dirigeants et étrangers (Occidentaux, Chinois, etc.)... qui souvent se croient au-dessus de tout. ■

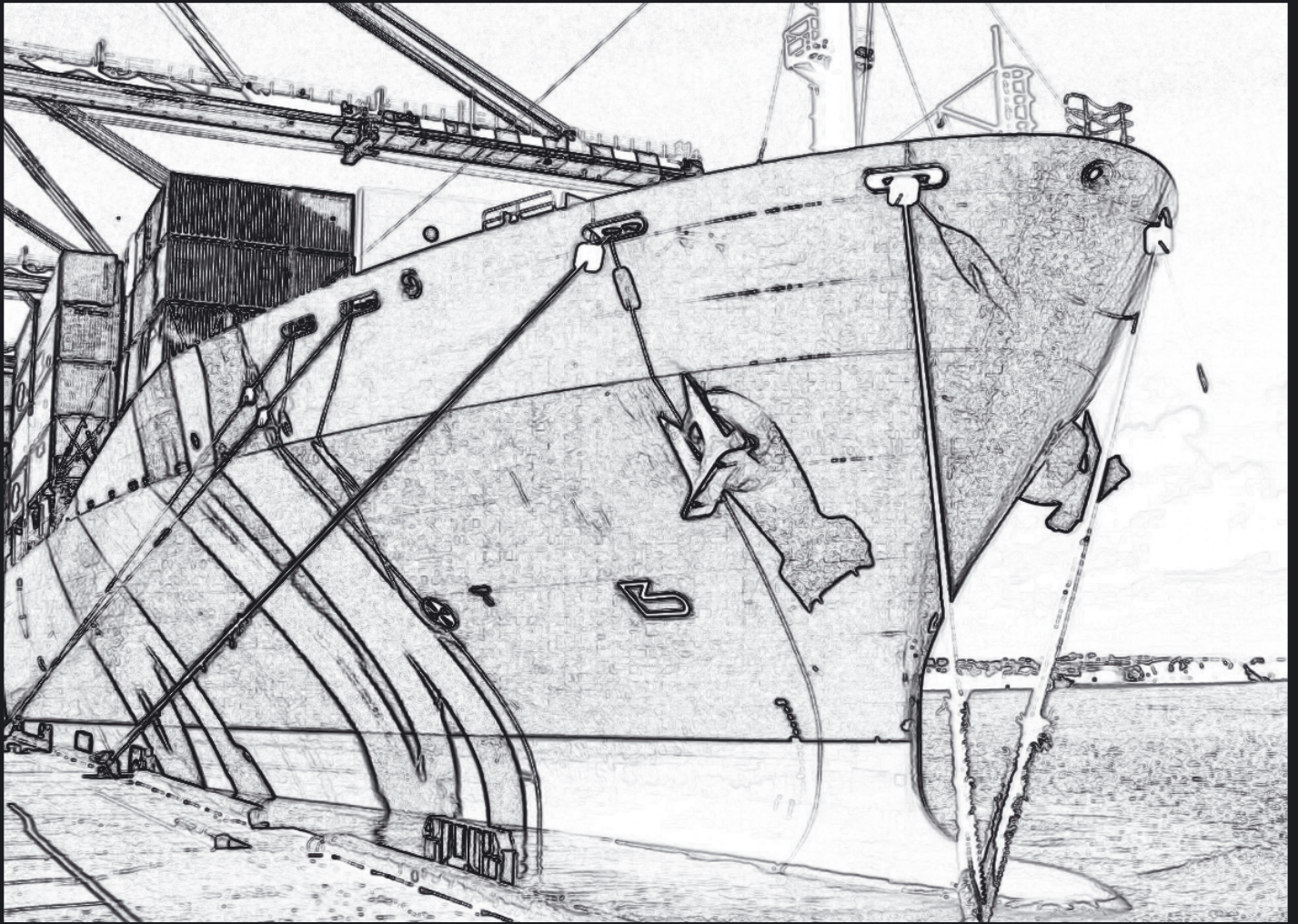
Par Gérald

De mon côté, en ce qui concerne la crise, je vois par exemple que beaucoup de gens nous abordent pour demander des aides, de la nourriture (ce matin encore deux grand-mères), et surtout des remboursements de dettes pour achats de terrains ou constructions de maisons.

Souvent, c'est le salaire des enfants qui travaillent à Phnom-Penh qui permet de payer les dettes. Aussi, comme, depuis la crise, des usines ont fermé, ou bien que les salaires ont diminué (moins d'heures supplémentaires), les possibilités de remboursement se sont amenuisées.

Dans le village de Koh Roka, depuis un an, 4 familles ont quitté le village après avoir tout vendu – et ce n'était pas encore suffisant – pour aller vivre à Phnom Penh ou ailleurs.

C'est clair que cela va aggraver l'exode rural. ■





Dans un océan de libéralisme... une (petite) vague de régulation !

par **Guy PASQUIER**



Prêtre de la Mission de France, Guy était marin-électricien. En retraite professionnelle, il est

maintenant secrétaire général de la Mission de la Mer.

L'organisation libérale du transport maritime ne date pas d'aujourd'hui. Historiquement, le pouvoir politique a cherché à avoir la mainmise sur la flotte commerciale : en France, c'est Colbert qui mit en place un système de contrôle et de protection des marins ; mais dans le même temps, l'entreprise maritime voyait le jour, autour des capitaines armateurs : ainsi, les grands de ce monde investissaient dans les bateaux et les affaires de la compagnie des Indes.

Le commerce de l'ébène aux 18^e et 19^e siècles, autrement dit la traite des noirs et l'esclavage, en direction des Antilles, sur les îles que la France possédait et exploitait par ses colons, fut possible par le transport maritime, organisé autour de gran-



des familles d'armateurs et qui drainait l'argent d'investisseurs privés.

Les équipages mélangés remontent également loin dans le temps: dès le 16^e siècle, à bord des galions espagnols qui faisaient la route des Amériques, on trouvait déjà des marins Philippins ; au 18^e siècle, ils étaient à bord des bateaux anglais, et au siècle suivant, à bord des bateaux américains.

Le « dépavillonnement », qui consiste pour un armateur d'un pays donné à pouvoir immatriculer sa flotte dans un pays tiers, et à se soustraire ainsi à la législation de son propre pays, renvoie à l'époque de la prohibition aux Etats-Unis (1920-1930) : les armateurs américains se réfugièrent derrière le pavillon de Panama. Ce fut aussi utilisé pendant la seconde guerre mondiale, comme moyen pour tenter d'échapper à la marine de guerre allemande.

La grande période d'extension des pavillons dits de « libre immatriculation » date des années 1970, au moment du 1^{er} choc pétrolier. Les compagnies ont cherché à réduire les coûts : le poste sur lequel il était possible de faire des économies était celui de l'équipage ; en se soustrayant aux lois de son propre pays, l'armateur pouvait embaucher des marins de pays tiers, les payer moins, les louer au contrat, les faire travailler longtemps au moindre

coût. En plus des économies de main d'œuvre, les compagnies y gagnaient aussi sur les taxes et impôts, la législation des pays d'accueil étant beaucoup moins pénalisante pour elles.

Aujourd'hui, la part des bateaux immatriculés « sous pavillon de complaisance », appellation retenue par les syndicats, et que je reprends, est d'environ 60 % de la flotte mondiale. C'est en constante augmentation, car les grands pays industrialisés, qui possèdent l'essentiel de cette flotte mondiale, ont mis en place des « pavillons bis », qui jouissent des mêmes avantages que les pavillons de complaisance, moyennant l'emploi de quelques marins nationaux : en France, ce pavillon s'appelle « RIF », registre international français, classé comme pavillon de complaisance, et qui représente environ 300 bateaux.

Vous voyez que l'organisation libérale des compagnies maritimes, et la dimension mondiale du secteur maritime, ne datent pas d'aujourd'hui. Dans la période actuelle, c'est toute la filière qui est libérale. L'armateur classique, propriétaire de sa flotte, exploitant ses bateaux et recrutant ses marins, a quasiment disparu. Il y a une séparation entre la capitalisation des bateaux avec les banques, et



leur exploitation commerciale. La gestion technique, et celle aussi de l'équipage, sont confiées à des compagnies spécialisées : V Ships, compagnie pour laquelle j'ai travaillé, gérait 800 bateaux ! L'exploitation commerciale est encore une autre affaire : les grandes compagnies pétrolières, par exemple, n'exploitent plus de bateaux en propre, mais affrètent des bateaux à des compagnies spécialisées.

Les ports n'échappent pas à la règle. Le bord à quai leur appartient ; l'aménagement des terminaux est de leur ressort ; le trafic des bateaux, les entrées et sorties, les placements à quai, dépendent toujours d'eux. Mais les terminaux, les équipements, tout l'outillage, sont privés : c'est le domaine des compagnies de manutention, qui embauchent leur propre personnel. La réforme portuaire, commencée en 1992, qui a cassé le monopole d'embauche par les dockers, est en train de se terminer : les portiqueurs, outilleurs, et autres, employés par les grands ports maritimes, vont finir chez les manutentionnaires. Les grandes compagnies mondiales de porte-conteneurs (Maersk, danoise ; CMA/CGM, française ; MSC, Italo-Suisse) prennent peu à peu le contrôle de terminaux ou de ports. Le but est d'être sûr de la fluidité de tout l'ensemble.

La crise vient prendre de plein fouet toute cette belle machine. Les compagnies maritimes avaient compté sur une période de croissance et de demande soutenues. Les commandes de bateaux neufs, notamment des porte-conteneurs gigantesques, étaient importantes. Avec la crise, les taux de fret se sont effondrés, et les dettes ont augmenté dangereusement. Actuellement, pour les compagnies, se mènent des discussions très serrées avec les chantiers pour ralentir, voire annuler, la construction des bateaux neufs, et avec les banques, les États aussi, pour réduire le poids de la dette. La compagnie française CMA/CGM est très concernée : injection de 500 millions de dollars de liquidités, entrée dans le capital de nouveaux investisseurs, réorganisation de la gouvernance... c'est du sérieux et du très lourd !

Du fait de la surcapacité de transport, nombre de bateaux, parmi ceux qui sont affrétés, sont stoppés : autant d'emplois en moins pour les marins. La durée des contrats s'allonge, jusqu'à 9 mois, et les compagnies cherchent à faire des économies sur le poste de la main d'œuvre. Il y a une recrudescence des équipages en difficulté, dont les bateaux sont retenus dans les ports, et pour lesquels des solutions de survie doivent être trouvées.



Les syndicats nationaux ont combattu les pavillons de complaisance ; la lutte était inégale. Aussi, le syndicat international ITF, auquel beaucoup de ces syndicats nationaux sont affiliés, a passé des accords avec les compagnies. Cela a marché. Aujourd'hui, la plupart des grandes compagnies, pour avoir la tranquillité parmi les équipages, et n'être pas inquiétées durant les escales dans leurs opérations commerciales, possèdent la fameuse « blue card » du syndicat. Ces accords règlent la longueur du contrat, la fonction à bord, le salaire de base, l'horaire du travail, les heures supplémentaires, la maladie, le rapatriement, etc. C'est régulier, et la rémunération est conséquente (1 500 USD, avec heures supplémentaires pour un matelot). Il existe un réseau mondial d'inspecteurs que les marins peuvent solliciter en cas de problème.

Cette lutte n'est certainement pas étrangère à la convention qui a été signée à l'OIT/BIT de Genève en 2006. Cette convention est soumise aux États pour qu'ils la ratifient. Elle a pour but d'assurer aux marins des conditions de vie et de travail décentes ; tout est passé en revue : le bien-être à bord, le contrat de travail, les heures de travail et de repos, les soins médicaux, le rapatriement, la procédure de plainte... Ce texte limitera le « dumping

social » et la concurrence entre compagnies, en imposant une norme de niveau correct à respecter. En effet, un certificat de travail maritime sera rendu obligatoire et exigé au moment des inspections par l'État du pavillon, et celui du port où le bateau fait escale. Cette convention s'ajoutera au cadre réglementaire international, que les compagnies doivent appliquer : la convention SOLAS sur la sécurité, la STCW sur les formations des navigants et la MARPOL sur la lutte contre la pollution. Ce qui est intéressant, et plein d'espoir, c'est que cette convention est en train d'être ratifiée aussi par les États qui accueillent les pavillons de complaisance : c'est déjà fait par le Panama, le Libéria, qui sont parmi les tous premiers dans le classement des pays maritimes ; la France est prête à le faire, et l'Union Européenne aussi. On peut réellement être confiant que son application sera pour 2011-2012.

La Mission de la Mer, lors de sa rencontre nationale de 2009 à La Rochelle, a dit tout son intérêt qu'un tel document soit ratifié et appliqué par tous les pays, y compris ceux abritant les pavillons de complaisance : ce sera une vraie avancée pour lutter contre la navigation sous normes, et un réel bienfait pour les marins concernés. Il y aura un cadre juridique pour une inspection renforcée



des bateaux dans les ports, qui permettra de mieux suivre les mises en conformité.

Ainsi, tout cet ensemble de limitations et de régulations n'est pas rien ; mais le pouvoir de ces grandes compagnies, dans le transport, la maintenance et les terminaux, est à peine entamé : pour leur bonne image de marque, il fallait faire ces avancées, et elles ont opéré les changements nécessaires.

Le faible coût du transport maritime, grâce, entre autres, à la dérégulation permise par l'utilisation massive des pavillons de complaisance, aura

été un facteur essentiel de la mondialisation de l'économie, en rendant possible toutes les délocalisations. C'est la 1^{ère} fois dans l'histoire qu'après avoir mondialisé le travail, on parvient à mettre en place un texte qui mondialise les conditions de ce travail. Cela constituera un réel progrès pour tous les marins : on prend en compte enfin l'aspect humain ; on se soucie des hommes travaillant et vivant à bord, non comme une variable d'ajustement, mais comme les maillons indispensables dans la chaîne du transport maritime, avec tout le respect qui leur est dû. C'est un grand pas en avant. ■

NOTES

90% des marchandises produites et consommées dans le monde sont transportées par mer. Sans elle, le commerce d'un continent à l'autre, le transport des matières premières et le transport des produits finis à des coûts raisonnables seraient impossibles. 6 milliards de tonnes de marchandises sont transportées tous les ans par voie maritime. Il y a environ 50 000 navires de commerce naviguant

internationalement, transportant tous types de marchandises.

On estime le nombre de marins, servant sur des navires en trafic international, à 466 000 officiers et 721 000 hommes d'équipage, soit 1,2 million de marins.

Les pays de l'OCDE (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon etc.) constituent tou-



jours les principaux pourvoyeurs d'officiers, même si ces derniers sont aujourd'hui de plus en plus nombreux à être recrutés dans les pays d'Extrême-Orient et d'Europe de l'Est. Quant aux marins, ils sont recrutés, pour la grande majorité, dans des pays en voie de développement, notamment en Extrême-Orient. Les Philippines à elles seules fournissent plus de 20% de la main-d'œuvre maritime mondiale, soit 250 000 marins. La Chine et l'Inde figurent également parmi les grandes nations pourvoyeuses de main-d'œuvre maritime, ainsi que la Grèce, le Japon, la Norvège, la Russie et l'Ukraine.

Les pays industrialisés possèdent et contrôlent l'essentiel de la flotte mondiale. Aucun d'entre eux ne figure parmi les pays immatriculant le plus de bateaux. En tête, et loin devant, ce sont le Panama et le Libéria (gérés depuis les États-Unis). Viennent derrière, la Grèce, Chypre (pavillon bis de la Grèce), la Norvège, les Îles Bahamas... La France est au 28^e rang mondial !

L'accueil des marins dans les grands ports du monde fut l'affaire des Églises ; en premier lieu

l'Église anglicane, puis les Églises protestantes ; c'est plus récent pour l'Église catholique. Il existe une organisation internationale qui fédère l'action de ces Églises : l'ICMA (international christian maritime association). C'est efficace et le service est de grande qualité.

Les Églises ont contribué à attirer l'attention sur le sort des marins et ont été très attentives à tout ce qui était attentatoire à la dignité humaine : les mauvaises conditions de vie et de travail, les mauvais traitements... Elles ont aussi attiré l'attention sur la situation des marins abandonnés, dont les bateaux sont bloqués dans les ports, du fait d'armateurs véreux.

Les ports commencent à se préoccuper du bien-être des marins. Des conventions commencent à être appliquées pour permettre l'accès des marins à des lieux d'accueil, où ils pourront communiquer avec leurs familles. Le gros souci est d'arriver à un financement pérenne, qui passera par une participation des grandes compagnies maritimes.

Ainsi, peu à peu, on commence à regarder et à traiter les marins comme des êtres humains.



Ce qui est en crise, c'est l'homme

Interview de Joël CHÉRIEF par Hugues DERYCKE



Prêtre-ouvrier de la Mission de France, Joël est répondant de l'équipe de Gennevilliers (92).

Hugues est aussi prêtre de la Mission de France.

H. D. : Peux-tu préciser quel est ton travail professionnel ?

J. C. : Je travaille dans une entreprise patrimoniale spécialisée dans le traitement de surface des métaux. Traitement par électrolyse ou cataphorèse pour assurer une protection contre la corrosion. Nous sommes essentiellement un sous-traitant de l'industrie automobile. L'entreprise compte environ 150 salariés.

Je suis magasinier, préparateur de commandes dans une petite équipe de trois personnes. Nous sommes chargés des expéditions pour les usines du groupe Peugeot-Citroën.



H. D. : Comment avez-vous subi la crise ?

J. C. : Le premier semestre de 2008 a été très bon. L'entreprise a tourné à plein régime et a fait du bénéfice.

Mais en octobre il y a eu une baisse de 30 % des commandes, puis de 50 % en novembre. Le choc a été brutal.

L'entreprise est entrée dans le cycle de la perte d'argent avec le risque à court terme de ne plus avoir de trésorerie.

Les premières victimes ont été les intérimaires, presque une trentaine. Les équipes de nuit ont été supprimées et le travail du samedi a été arrêté.

La fermeture traditionnelle entre Noël et le nouvel an a été avancée de plus d'une semaine. Tout le personnel a dû solder ses jours de RTT, congés...

De nouvelles mesures d'économie ont été mises en place. Début 2009, la production a été organisée en une seule équipe aux horaires élargis. Le régime du chômage partiel a été instauré, un jour par semaine au minimum. Personnellement, pendant quatre mois,

j'ai chômé tous les jeudis et vendredis. C'est un choix que j'ai fait pour permettre à mes collègues de ne chômer qu'une journée par semaine.

Au printemps, il y a eu un plan de licenciements qui a concerné neuf personnes ainsi que deux départs anticipés à la retraite. Les départs normaux ne sont pas remplacés depuis un certain temps déjà. L'activité a repris en mai. L'entreprise ne perd plus d'argent et en a même gagné certains mois.

Aujourd'hui, on enregistre une légère diminution des commandes. La direction a renouvelé son dossier pour la mise en place du chômage partiel.

H. D. : Comment les salariés ont-ils vécu cette situation ?

J. C. : Il y a d'abord eu une perte de revenu. Même si le chômage partiel est indemnisé au niveau du SMIC, les primes ne sont pas compensées : primes d'équipe, de nuit et autres. Certains collègues ont perdu entre 300 et 400 €. Et nous n'avons ni 13^e mois, ni prime de vacances ou de Noël, c'est dire la difficulté de certaines familles



où il n'y a qu'un salaire. Le seul petit avantage que nous avons, une boisson offerte par jour, a lui aussi été supprimé !

La mise en place du chômage partiel a créé un sentiment d'inégalité. Sur le papier, c'était clair : chaque vendredi est chômeur. Mais dans la réalité, certains ont chômeur plus et d'autres moins, selon leur poste de travail. Cela pouvait se comprendre de manière ponctuelle, mais il n'y a pas eu de rééquilibrage général. Ceci est important car la tendance de la direction est d'individualiser les postes. Il n'y a plus de solidarité de situation. Elle doit désormais devenir un choix.

L'inquiétude s'est généralisée. Ce genre d'entreprise est à la merci des grands groupes, il y a une fragilité structurelle et le personnel le sait. Mais le chômage pouvait passer de partiel à définitif du jour au lendemain. La peur s'est installée, renforcée par les vagues de licenciements annoncées semaine après semaine.

Enfin, il y a eu ce constat terrible : « quand l'entreprise va mal, il faut se serrer la ceinture, car on nous dit que notre sort est lié à elle ! Quand elle allait bien, on n'a rien reçu, comme si nous n'avions pas part ! ».

H. D. : Quels changements cette crise a-t-elle provoqués ?

J. C. : Nous sommes dépendants des grands groupes industriels, en matière de prix, de volume confié, de normes et procédures à respecter. L'entreprise n'a aucune visibilité, même à court terme.

Certains concurrents ont déposé le bilan. Il y a eu un regroupement entre deux sociétés et la bataille des prix est repartie de plus belle.

Les constructeurs automobiles ont pris des mesures pour sortir de la crise : pour réduire les coûts, certaines pièces sont fabriquées désormais en Espagne ou au Portugal. Ce sont des pièces que nous sommes en train de perdre et cela se chiffre en centaines de milliers d'euros de chiffre d'affaire.

Ce n'est pas un changement, c'est un renforcement de la situation.

Du point de vue de l'entreprise, la tendance à réduire les coûts s'est accélérée.

Le personnel devient de plus en plus la variable d'ajustement : les intérimaires et ceux qui sont en contrat à durée déterminée ; mais aussi les salariés en CDI dont on se sépare. Mais il y a



une action aussi en direction de ceux qui restent : augmenter la productivité. Cela se traduit par un accroissement des cadences des chaînes et par l'intervention sur deux chaînes à la fois. Lorsque la production est au plus bas, cela est très faisable, mais lorsque la production augmente, le pli est pris et cela devient de plus en plus pénible.

Pour obtenir cela des salariés, il faut individualiser, c'est à dire renvoyer la personne à elle-même. Le critère n'est plus le poste occupé (tous ceux qui sont sur le même poste sont égaux), le critère c'est l'investissement de la personne. Cette année, il n'y a pas eu d'augmentation générale des salaires, mais un arrosage individuel selon l'investissement de chacun. Beaucoup n'ont rien eu. La solidarité est cassée.

Cela entraîne une démotivation profonde qui se traduit par un nombre constant d'arrêts et d'accidents de travail. Le travail est fait au détriment de la qualité. En fin de compte, c'est un mauvais calcul, car comme l'entreprise n'a pas pris sur son environnement, elle devrait se concentrer sur son personnel, la qualité des relations, l'attention aux conditions de travail. Mais pour cela, il faut sortir de la tendance de l'économie actuelle.

Le plus grave, c'est que la direction n'a pas réfléchi sur la façon de sortir de la crise à partir du potentiel des personnes. Elle a fait uniquement une analyse comptable : comment sortir de la crise en diminuant les coûts, en augmentant la production ? Mais elle ne s'est pas posé du tout les questions : comment sortir de la crise avec le potentiel humain de l'entreprise, avec des gens compétents ? Comment changer à la fois l'organisation du travail et le management des personnes ?

L'entreprise n'a pas profité de la crise. Une crise, c'est l'occasion d'un rebond ; une crise c'est un ébranlement, ce sont des fondations qui vacillent, qu'il faudrait recomposer. Et donc normalement dans une entreprise où on a une marge de manœuvre extraordinairement limitée (on est complètement dépendant de l'industrie automobile ... mondialisée), où on est vraiment un tout petit échelon dans une structure extrêmement complexe et très vaste ; au moins on devrait pouvoir réfléchir à une autre manière de s'organiser, puisque le seul potentiel que nous avons, c'est le potentiel humain. Le potentiel de machines a été augmenté avec une nouvelle chaîne. Mais le potentiel humain n'a pas fait l'objet d'une réflexion et du coup tout va à vau-l'eau.



H. D. : Est-ce que tu portes seul cette analyse sur le potentiel humain ou la partages-tu avec d'autres ?

J. C. : J'en parle avec un certain nombre de collègues. Eux l'expriment plutôt en termes de frustration. Dans la petite équipe de trois où je suis, nous avons demandé à la direction d'avoir un point hebdomadaire. Donc, tous les mercredis à 14 h, nous nous retrouvons avec le responsable de la logistique et nous faisons le point. Nous sommes la seule équipe de l'usine à faire cela et les gens ont fini par le savoir : « *Ah ça, c'est la réunion de la plateforme !* » C'est une exception, les gens savent très bien qu'on ne sollicite pas leur avis.

H. D. : Tu es comme prêtre et théologien. Est-ce que la situation de crise dans ton entreprise déplace tes positionnements et tes choix de vie ?

J. C. : Pour moi, la crise dont nous avons parlé, c'est-à-dire les conséquences de la crise financière, c'est la partie bruyante de quelque chose qui est très silencieux. J'ai remarqué depuis un certain temps des transformations dans le mode

de production. D'abord, nous ne fabriquons plus les mêmes objets et nous ne mettons plus dans les objets la même chose. Avant on mettait de l'énergie dans les objets ; maintenant nous mettons de l'information, et cela a des conséquences extrêmement importantes. C'est-à-dire que petit à petit, y compris dans une entreprise comme la mienne, au fond on individualise l'ensemble du processus, comme je l'ai expliqué précédemment. Lorsque l'on demande à un conducteur de chaîne de conduire deux chaînes et non une seule, ce n'est pas simplement pour faire un gain de productivité, c'est qu'on va le positionner comme celui qui va prendre la décision et donc on va mettre en avant la notion de liberté.

Cette notion n'est pas d'abord une revendication, une aspiration des salariés, c'est une nécessité pour le système de production. Dans les sociétés occidentales, là où le système de production est le plus efficace, cette catégorie se déploie sans cesse.

On peut croire que ce déploiement se fait d'abord dans la partie culturelle, familiale, etc. Mais c'est une catégorie déterminante pour le système économique dans lequel nous sommes. D'ailleurs on voit que cette liberté a été poussée au maximum par les traders.



Si la liberté est mise en avant, le critère ultime, c'est que ça marche.

Il faut que ça marche. Dans l'entreprise on développe une individualisation. Par exemple, chez nous quand je dis qu'il y a eu quelques augmentations de salaire au mois d'octobre, quelques personnes ont été augmentées mais nul ne sait sur quels critères. On sort d'un système où on fournissait un certain travail au profit de l'entreprise : l'entreprise faisait des bénéfices qu'on répartissait, avec une hiérarchisation, des cadres, des techniciens, des petits chefs... Mais tout le monde en profitait. Or là, la très grande majorité n'a rien eu ! On individualise la rémunération, on individualise aussi le poste de travail. Et au fond la direction considère que c'est la personne elle-même qui va définir ses objectifs.

H. D. : Dans la transformation d'une société de production d'énergie en une société de production d'information, c'est la qualité d'un individu qui est valorisée. Cette qualité n'est plus portée au service de l'énergie collective.

J. C. : C'est vrai, mais l'autre aspect que je voulais pointer, c'est qu'on va demander à une

personne de définir pour elle-même ses propres objectifs ! Alors que dans l'entreprise telle que je l'ai connue quand je suis arrivé sur le marché du travail en 1974, cela ne fonctionnait pas du tout ainsi. Et je pense que c'est parce qu'on individualise de plus en plus qu'il n'y a plus de mouvement collectif structuré au sens du syndicalisme tel qu'il a existé et qu'il existe encore en droit bien entendu. Dans les petites boîtes comme la mienne, il n'y a pas de mouvement syndical parce qu'il y a une sorte de fragmentation. En face de celui qui la sollicite, se joue pour la personne un processus de reconnaissance et de valorisation ou de conflit et de débat. Poussé à bout, cela devient pervers, c'est-à-dire que la personne se lie elle-même. Du coup, elle aliène sa véritable liberté. Je vois des collègues qui sont pris dans ce processus, y compris des anciens. Je leur dis régulièrement de faire attention, parce qu'ils sont en train de se lier et de perdre leur liberté. Le critère mis en oeuvre dans notre société est : « il faut que ça marche ». C'est un critère qui dépasse l'efficacité et c'est peut-être d'ailleurs un mauvais critère scientifique.

Dans la crise dont nous avons parlé, il y a une faillite. On va essayer de remettre le système



en marche comme si cette faillite n'était pas due à ce critère. J'entends très peu de gens dire qu'il faut remettre en cause ce critère là. Or il y a un critère sous-jacent, celui de la vérité.

H. D. : Que veux-tu dire par ce critère de la vérité ?

J. C. : Le danger est de faire appel à la morale : « inacceptables, ces rémunérations des traders !... vous vous rendez compte... » Moi, je ne vois pas pourquoi on fait appel à la morale. Il faut que le système fonctionne, avec des critères qui rendent ces processus conformes à la vérité sans qu'on soit obligé de faire appel à une catégorie extérieure, qui relève du comportement et qui culpabilise. Et je pense que, du point de vue théologique, il faudrait bien réfléchir au type de société que nous désirons et à celui que nous combattons. Comment faisons-nous jouer les articulations entre la liberté et la vérité ? Nous sommes dans une société qui débride complètement la liberté, mais qui a renoncé à l'enjeu de la vérité. Au fond, le critère ultime, y compris de l'ouvrier, devient soi-même. C'est ce qui m'apparaît dans l'entreprise.

Je pense que cela va amener la société à une schizophrénie, à une faillite, sauf si l'on croit que quelque chose de Dieu est en nous-mêmes ou en tout cas quelque chose d'autre que nous-mêmes.

H. D. : Ton analyse exprime le processus d'évolution de la société industrielle libérale. Tu en vois les limites perverses, dans la mesure où on a perdu le rapport d'objectivation et où on s'éloigne du critère de vérité. Que peuvent dire la foi et la théologie chrétiennes ?

J. C. : Il y a une chose dont j'ai peu parlé, c'est que cette crise a quelque chose d'insupportable. Quand j'ai dit que c'était une phase bruyante, c'est assourdissant ! D'une part un certain nombre de personnes ont été mises au bord du chemin. Il y a eu, quand même, des licenciements dans l'entreprise et il y en a eu bien d'autres dans beaucoup d'entreprises. Ce ne sont pas seulement des personnes mais des familles qui en subissent les conséquences. D'autre part, cette crise est une phase d'une crise beaucoup plus silencieuse. Dans cette crise là, il y a déjà une partie des gens qui sont



laissés pour compte. Le côté assourdissant, c'est que l'on a augmenté le nombre de personnes au bord du chemin, mais on a aussi désespéré ceux qui y étaient déjà et qui ne voient pas comment remonter dans le train, alors que tant d'entreprises ont fermé le robinet du recrutement, y compris l'État. On ne retournera pas en arrière : à cause des gains de productivité, on ne va pas réembaucher. Cela pose le problème politique de savoir comment on peut organiser une société pour que tout le monde ait un travail. Il ne faut pas croire qu'en redémarrant l'activité, on va faire redémarrer l'emploi. Mon entreprise est capable d'augmenter sa production sans réembaucher.

H. D. : Oui beaucoup de gens se sentent de plus en plus marginalisés, alors qu'avant on pouvait se repositionner par l'objectivation du travail et l'énergie à fournir. Maintenant, il faut aussi de l'adaptabilité, de la résistance personnelle et même si on sort du chômage, la restructuration est particulièrement difficile.

J. C. : Oui, mais il ne faut pas désespérer des gens, du potentiel qui peut être réexploité

et redémarré. Mais comme on ne modifie pas la manière dont on gère les personnes dans l'entreprise, on ne s'en donne pas les moyens.

H. D. : Je reviens à ma question sur la foi chrétienne.

J. C. : J'avoue que j'ai un peu de mal à répondre directement. Je pense que dans notre société, ce qui est en crise, c'est l'homme. L'homme ne sait plus très bien quelle est son identité, pas simplement une identité nationale, mais l'homme lui-même, homme, femme, père, mère, éducateur, enseignant ? On ne sait plus très bien où commence la vie, quand elle se termine ? Toutes les frontières qui nous semblaient bien établies sont floues, mouvantes. Il faudrait faire un travail de refondation, qui suppose d'articuler liberté et vérité. Et dans cette refondation, il y a la question : qu'est-ce que l'humain ? La question de l'altérité est alors déterminante. Je ne sais pas si on peut en dire plus.

Nous avons la proposition chrétienne. Elle entre dans le débat. Il faut l'y maintenir. Dans l'usine, je suis connu comme le loup blanc ; les gens m'ont repéré. J'interviens sur cet enjeu quand il le faut au cours des conservations, y



compris avec la direction. Pour moi, il faut toujours élargir, donner des horizons, revenir sur les fondements, et Dieu fait partie du champ. Parmi mes collègues, il y a des musulmans, des chrétiens africains, antillais, européens. Il y a beaucoup de croyants et très peu d'agnostiques – il y en a quelques-uns quand même, il ne faut pas exagérer –, mais dans beaucoup de conversations avec des collègues, la dimension religieuse est souvent présente.

Mais c'est un terrain sur lequel il faut travailler, car Dieu peut être utilisé aussi comme une idole ou bien comme la justification de la passivité. « C'est comme ça, on n'y peut rien, vous comprenez ! » Il faut travailler l'image de Dieu, c'est un beau travail, un beau combat quotidien, y compris chez les chrétiens. Le seul visage de Dieu que nous ayons, c'est celui d'un homme, un homme qui nous dévoile l'humain. ■

Pensez à renouveler votre abonnement

Amies et Amis,

Un grand merci à celles et à ceux qui l'ont déjà fait.

*Vos abonnements permettent à la Lettre aux Communautés
de poursuivre sa route.*

*Nous remercions chaleureusement celles et ceux qui nous
aident à la faire connaître.*

Bien cordialement.

Le Comité de rédaction





Vous avez dit crise ?

par Pierre CHAMARD-BOIS



Membre de la
Communauté
Mission de
France, dans
l'équipe Basse-
Bretagne, Pierre
appartient au

Comité de rédaction de la revue.

Il fait un temps de crise. Le terme a commencé à faire florès au XX^e siècle. En ce début du troisième millénaire, son usage se multiplie en se déployant à peu près dans tous les domaines de notre monde. Pêle-mêle : crise des banlieues, des institutions (état, école, églises, hôpital, sécurité sociale...), de l'autorité, de la transmission, du sujet, de la culture, de la santé, des religions, de la confiance, du climat, de la culture, de la politique, de l'économie, de la finance et *tutti quanti*. En un mot, le mot crise désigne désormais notre condition présente. Mais cette inflation dissimule des acceptions différentes qui méritent un minimum de clarification.



Des crises à la crise

Voyons d'abord ce qui est commun aux diverses utilisations du mot.

La crise est associée à une situation de déséquilibre, d'instabilité, qui appelle un diagnostic, un jugement – c'est le sens du mot *krisis* en grec¹. Elle révèle un dysfonctionnement par des symptômes en général violents². En rester aux symptômes conduit à subir la crise. La diagnostiquer, et c'est là souvent une tâche difficile, c'est interpréter les signes pour repérer une ou des causes sur lesquelles il sera peut-être possible d'agir. Ou si nous n'y pouvons rien, le bénéfice sera au moins une diminution de l'angoisse devant l'inconnu.

En fait, le terme est utilisé pour des situations différentes. On peut en distinguer trois.

La crise peut s'entendre comme une *perte momentanée d'équilibre*. C'est ainsi qu'on parle

de crise d'épilepsie ou d'urticaire en médecine, de la crise des missiles de Cuba en géopolitique³, de la crise des banlieues quand se déchaîne la violence de rue, de crise économique cyclique du système capitaliste, de crise (ou de nuit) de la foi chez des croyants. On utilise dans la sphère financière l'image de bulles qui éclatent épisodiquement. La caractéristique de ces crises est qu'elles sont des réactions violentes à une agression ou une dérive. Mais après la crise, on retrouve un état d'équilibre apparent, comparable à l'état précédent. Face à de telles crises, agir consiste à diagnostiquer et prévenir en traitant les causes.

Dans un deuxième cas, la crise peut être le symptôme d'un changement plus radical, un *changement de système*. On lui associera souvent le terme de révolution : la Révolution de 1789, celle d'Octobre, Mai 1968, la crise du pétrole de 1973, l'attentat du 11 septembre, la prise de conscience du changement climatique, la crise

1. *Krisis* vient d'un verbe qui signifie d'abord séparer, distinguer, puis juger. Cette racine a aussi donné en français les mots *critère* et *critique*.

2. Mais on peut aussi parler de *crise larvée* pour désigner un malaise.

3. L'installation, en 1959, par l'URSS de missiles à Cuba a rompu « l'équilibre » de la terreur entre l'Est et l'Ouest.



d'adolescence, la conversion à une foi, une manière de vivre. Ces crises sont uniques en leur genre. Elles marquent une date ou une époque dans l'histoire d'une société ou d'un sujet. Elles signifient un changement irréversible avec des conséquences dans de multiples domaines liés entre eux⁴. Dans ce cas, il s'avère impossible de prévenir l'événement. On l'accompagne tout au plus, et on essaie de minimiser les souffrances qu'il engendre, d'en lisser les craquements qui précèdent l'advenue d'un nouvel équilibre.

Enfin, est apparue récemment la notion de *crise permanente et généralisée*. Elle s'applique à des états durables d'instabilité dans les champs socio-économique et politique, d'errance dans la vie de quelqu'un⁵. Depuis les années 80 nous sommes entrés, dit-on, dans une crise permanente du politique, de la transmis-

sion, des institutions, de la famille, de l'éducation. Il semble bien qu'il ne s'agisse pas ici d'un des deux premiers types de crise précédents qui durerait. Nous sommes entrés dans un nouveau régime où il est impossible de faire référence à un équilibre à trouver ou à retrouver⁶. Il touche absolument à tous les domaines de l'existence individuelle et collective. Comment réagit-on à une telle situation ? Par le bricolage, au jour le jour. Par des médecines symptomatiques, car il n'y a plus de causes en tant que telles⁷, ni de possibilité d'estimer les conséquences de ce qui arrive. On parle alors de *régulation* pour limiter les degrés de liberté du système et ainsi éviter les catastrophes, les réactions en chaîne, les effets de dominos. Mais ces limitations s'opposent à la revendication individuelle et collective de liberté. Car ce système permet une véritable explosion des possibilités nouvelles de consommation, de

4. D'où l'expression de *crise systémique*.

5. On peut y associer aussi ce qu'on appelle la longue maladie dans le champ de la santé.

6. Comme il y eut par le passé des « équilibres » entre deux blocs au niveau international, entre la droite et la gauche en France, entre le capital et le travail, entre le père et la mère dans les familles. Ces équilibres bipolaires étaient structurés sur un fonds commun, une co-existence.

7. Les influences sont multiples et interagissent entre elles. La notion même de cause est battue en brèche.



développement personnel, de modes d'existence.

Cette réalité qui imprègne notre quotidien fait l'objet de plus en plus de recherches en philosophie, anthropologie, politique. Elle caractérise une formidable mutation de ce qu'on appelle l'humain. Une question se pose alors : cette situation nouvelle est-elle viable, vivable à terme ? Pouvons-nous l'assumer, individuellement et collectivement ? Personne n'en sait rien. Mais si nous professons une foi qui refuse l'éventualité que nous allions dans le mur⁸, comprendre un minimum ce qui se passe doit nous permettre de tenir debout dans ce qui apparaît comme une situation très dangereuse pour l'avenir.

Nous risquons donc quelques points de repère pour diagnostiquer, juger ou jauger ce qui nous arrive.

Une crise permanente et généralisée

Pour sortir de l'impression de chaos associée à des « tout fout le camp », un point de vue unifiant est-il possible ? Comment relier tous ces domaines marqués par une crise permanente ?

Ce ne sont pas en tant que telles la mondialisation et l'accélération des échanges (de biens, de connaissances, de techniques, de culture) qui posent problème, mais l'impossibilité de mettre en place des instances de régulation, sous la forme de limites à ne pas dépasser. Car un tel système n'est pas apte à s'autoréguler, nous le savons désormais⁹. Ce ne sont pas les mutations de la famille traditionnelle qui fragilisent en tant que telle l'autonomisation des individus, mais l'absence d'autorité effectivement "exerçable"¹⁰

8. Voir l'article sur l'Apocalypse dans ce même numéro.

9. L'idéologie du laisser-faire s'appuie sur la métaphore des systèmes naturels qui s'autorégulent : en fait nous avons affaire, dans le domaine humain, à des systèmes artificiels, dont les agents sont « intelligents ». Cela n'a rien à voir avec ce que l'évolution a pu faire émerger. La crise financière récente a permis qu'apparaisse plus clairement cette idéologie pernicieuse.

10. La fonction paternelle ne peut plus s'appuyer sur une autorité supérieure représentée dans l'espace social. C'est le problème aussi des enseignants, contestés au quotidien dans leur fonction, des travailleurs sociaux, de tous ceux dont la fonction est déléguée d'une autorité supérieure.



qui laisse chacun devant la tâche épuisante de trouver ou de se faire sa place.

Un nœud gordien de tout cela serait une impossibilité à asseoir une légitimité indiscutable. En un temps passé, une telle légitimité fut garantie divinement. Mais, après deux siècles de démocratie, l'absence de référent transcendant devient patente. Toute autorité légitimement élue, nommée ou reconnue est susceptible d'être mise en cause, discutée, soupçonnée, le plus légalement du monde. Même la science a perdu son aura d'objectivité indiscutable.

La récente conférence de Copenhague sur le climat a montré, une fois de plus, qu'un intérêt supérieur, ici l'avenir de notre planète, ne peut pas permettre de décider. En effet il n'est incarné par personne qui puisse à un moment trancher : quiconque prétendrait incarner cet intérêt supérieur serait aussitôt disqualifié¹¹. Restent des pratiques de négociations et de contractualisations éphémères, sans cesse remises en cause, publiquement ou par la bande.

On comprend bien alors comment s'expriment, chez les individus ou les groupes sociaux, à la fois une demande d'autorité (qui puisse trancher à un moment donné des débats) et une exigence de liberté qui ne supporte pas d'être entravée par un quelconque arbitraire.

Alors cahin-caha, on bricole avec des masques de légitimité : l'unanimité (on se légitime les uns les autres, entre pairs), la soumission au réel (les choses étant ce qu'elles sont, on n'a pas le choix), le consensus (en s'appuyant sur des sondages permanents, on surfe sur l'opinion publique).

« Comment en sortir ? », sommes-nous tentés de demander. Entre un retour impossible à des temps où un Dieu légitimait le Roi, puis où la Raison légitimait l'État, entre un tel retour et la tentation de la dictature, il vaut sans doute mieux, plus qu'en prendre son parti, oser un « Si c'était une chance à vivre ? »

11. On laissera au lecteur le soin de voir qui, dans cette conférence, s'est essayé à cette place...



Une chance ?

Cela ne saute pas aux yeux, certes. Mais voyons cependant quelques pistes. La légitimité problématique dans le champ social se traduit par des identités problématiques chez les individus. Nous commencerons par ce dernier aspect.

Le doute identitaire qui caractérise l'adolescence se généralise bien au-delà de l'âge de la puberté et les trois ou quatre ans qui la suivent. Les jeunes adultes, nés au début des années 80, en sont marqués. La fonction institutionnelle de la famille, de l'école, de l'État ne leur permet guère de sortir « naturellement » de la tension entre le désir de toute-puissance et l'expérience de toute impuissance qui caractérise l'adolescence. Cette peur de la différenciation qui introduit pourtant à l'autonomie, à la liberté, à la solitude inévitable de l'adulte, semble les laisser dans l'absence de loi (*anomie*) qui pose des limites, et,

ce faisant, détermine une place et évite l'errance et l'"avatarisation"¹².

Mais est-il possible de dépasser cette humanité non aboutie ? Comment accéder à la filiation que l'absence de fonction paternelle met à mal et qui fonde cependant ce que nous percevons comme humain ? La réponse est clairement oui : j'en prendrai une illustration à travers une œuvre « littéraire » : Harry Potter. Ce n'est pas un hasard si cette saga qui, traduite en plus de 60 langues, a passionné des centaines de millions de jeunes. L'histoire de cet adolescent qui grandit progressivement pendant les sept années (les sept tomes) d'un enseignement secondaire (l'école des sorciers) est une remarquable parabole de la condition contemporaine. Non seulement sur le registre de l'éducation, mais aussi sur celui du social (l'État est représenté par le Ministère, les relations sociales par la variété des origines des élèves...). Le héros a perdu son père (crise de la fonction paternelle) et sa mère (qui s'est sacrifiée

12. Ce néologisme audacieux désigne cette pratique qui consiste à s'identifier à des apparences que l'on construit soi-même (souvent par *Internet* interposé comme dans *Facebook* ou dans les mondes virtuels). Cela conduit les individus à habiter des identités protéiformes où parfois eux-mêmes ne s'y retrouvent plus.



pour qu'il vive). Les lecteurs s'y reconnaissent sans difficulté. Harry est traversé par la tentation de la toute-puissance (c'est le meilleur des apprentis sorciers) et l'impuissance tragique, face au mal qui cherche à le détruire (Voldemort). La saga montre fort bien comment peut s'opérer (et de fait s'opère) un travail de refondation anthropologique à travers une forme d'initiation où l'initiateur (Dumbledore) donne sa vie pour sauver l'initié. Impossible ici de développer toutes les résonnances entre cette histoire et notre condition présente¹³. On peut trouver aussi dans le cinéma des choses qui vont dans le même sens (la série des *Star Wars*, des *Matrix*, *Avatar* plus récent...). Un point seulement permettra de voir à la fois la nouveauté de ce qui se joue là et peut-être la chance que cela peut constituer pour l'avenir de notre société planétaire.

Grandir en humanité passe aujourd'hui par un affrontement avec le mal. Ce n'est pas la lutte

entre les bons et les méchants de grand-père. Mais une épreuve où le mal apparaît sous des formes diverses, et d'abord en soi¹⁴. Les héros sont des êtres blessés, partagés entre la haine et l'amour, vulnérables dans les situations qu'ils vivent. Ils ne s'en sortent ni par la toute-puissance, ni par la fuite¹⁵. Des personnes, elles-mêmes vulnérables, leur permettent, par le don d'eux-mêmes, d'accéder à une maturité qui n'ignore rien de la réalité du mal dans le monde (qui se cache parfois sous des apparences de salut ou de promesses de bonheur). Ces initiateurs n'ont d'autres autorité que l'amour dont ils font preuve dans les situations limites où s'aventurent ces « héros » qui ressemblent aux lecteurs ou aux spectateurs.

Le xx^e siècle a laissé en héritage aux générations actuelles la conviction que le mal absolu est possible, et peut surgir là où on l'attendrait le moins. Elles savent qu'elles devront s'y affronter (sous d'autres formes sans doute, comme le

13. Je renvoie, pour les lecteurs intéressés, à un remarquable article de Marie-Louise Martinez de l'IUFM de Nice, paru ans la revue *Télémaque* : http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/19/23/34/PDF/Martinez_Marie_Louise_Harry_Potter_adolescence.pdf

14. Comme le côté obscur de la Force dans *Star Wars*.

15. Comme dans le film éprouvant *Into the wild*.



terrorisme aveugle, la dégradation de la biosphère, la multiplication des migrations, les inégalités colossales générées par le libéralisme sans frein, etc.). En même temps, elles savent plus ou moins confusément – en tout cas, la littérature et le cinéma peuvent les aider à découvrir cela – qu’il existe des réserves de sainteté dans l’humain qui permettent de traverser les drames, voire de les éviter. Car ces jeunes générations devraient résister mieux que les précédentes aux sirènes de l’illusion des lendemains qui chantent sur le

tapis de cadavres qu’elles ont provoqués. Des générations probablement plus clairvoyantes que leurs aînés ne le furent.

Oui, une chance, cet état de crise permanente qui empêche les endormissements bercés d’illusion. Les chrétiens sont, d’une certaine manière, familiers de ces choses là. Affronter le mal et la violence meurtrière par le don de sa vie et ainsi lui enlever tout pouvoir. C’est l’histoire de leur Seigneur. C’est ce que dévoile l’Apocalypse. C’est aujourd’hui. ■



La crise, ses causes et ses effets

par **Olivier CHAZY**



Olivier est chargé de mission au Ministère des affaires sociales. Membre de la Communauté Mission de

France, il est président d'Emmaüs Liberté 94 et de l'Association Karibu Kinshasa au Congo (RDC)

Au lendemain de la chute du mur de Berlin, à la fin des années 1980, les économistes libéraux ont cru que désormais, seuls sans adversaires, le monde leur appartenait et que le temps était venu de la fin de l'Histoire.

L'école de Chicago, avec ses cinq Prix Nobel et son fondateur Milton Friedman, a acquis une influence sans précédent sur de nombreux États dans le monde, le Chili du dictateur Augustin Pinochet, les États-Unis de Ronald Reagan, l'Angleterre de Margaret Thatcher, le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), pour le malheur des peu-



ples du Sud. L'Union Européenne, elle-même, n'a pas été épargnée qui a créé une zone de libre échange, par le traité de Maastricht, sans la régulation d'une politique économique.

Le modèle économique désormais hégémonique dit "anglo-saxon" va être dogmatisé autour du "Consensus de Washington" formulé par l'économiste en chef de la Banque Mondiale John Williamson en 1989, promouvant un capitalisme reposant sur "un marché libre" supposé s'autoréguler tout seul, libéré du contrôle institutionnel et étatique. Dans la théorie économique, il a incarné l'opposition au néo-keynésianisme, lui-même d'inspiration libérale mais recherchant la croissance et le plein emploi par l'intervention étatique.

Quelques résistances

Quelques voix se sont cependant élevées contre ce bel ensemble au cœur même du système, tel que le Prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, qui a démissionné de la Banque Mondiale en 2000. Son livre *La grande désillusion*,

paru en France en 2003, a montré les effets ravageurs du nouveau dogme qui a provoqué les crises argentine et asiatique, a fait baisser le PIB russe de 40 % en six ans et le PIB africain de 2 %¹, inspirant les mesures criminelles d'ajustement structurel, qui ont conduit à des émeutes de la faim comme en Malaisie et dans 40 États en janvier 2008, rééchelonnant les dettes des pays du sud au prix fort de la réduction des moyens d'action publique, imposant des cultures d'exportation sur des terres qui vont manquer à la survie des paysans, l'ouverture des frontières marchandes qui vont menacer l'économie locale, imposant la fin de l'encadrement des prix alimentaires, ce qui va affamer les peuples, la diminution des services d'enseignement et de soin, la privatisation des services de l'eau.

Une contamination planétaire de ce mode de pensée

La politique du FMI est passée relativement inaperçue en France alors qu'elle a jeté la consternation et l'effroi sur toute la planète². Le

1. Stiglitz, *La grande désillusion* (Éd. Fayard et Poche).

2. Op. 1



directeur général du FMI, Michel Camdessus, libéral convaincu, a pu être nommé à la présidence des Semaines Sociales de France à la suite de ses trois mandats catastrophiques. C'est pourtant à sa politique que l'on doit les crises du Mexique (94), de Thaïlande (97), d'Asie du Sud-est (97-98), de Russie (98), et enfin d'Argentine (2000-2001), cette dernière lui ayant probablement coûté la fin prématurée de son troisième mandat.

Maîtrise de l'inflation et stabilité des changes ont été les deux clés de cette politique qui va manifester une indifférence profonde à la souffrance des peuples mais va offrir un champ formidable d'exploration aux capitaux spéculatifs à court terme, en recherche d'opportunités nouvelles de gains. Pour les pays du Sud et l'Afrique particulièrement, la crise n'a donc pas débuté en 2007 mais dans les années 80 quand les organismes internationaux, inspirés par cette doctrine ultra libérale – ou encore dénommée “liberta-

rienne” – les ont poussés à s'endetter pour absorber les pétrodollars à l'aide de taux d'intérêt variables, endettement qui a fini par exploser³.

En République Démocratique du Congo, où le PIB annuel par habitant de l'économie formelle est de 93 dollars⁴, 20 % du budget actuel de l'État continue à rembourser la dette⁵ de 13 milliards de dollars contractée par Mobutu et partie tout droit sur ses comptes privés⁶.

Le désastre américain

La même logique d'incitation à l'endettement des pauvres du Sud qui a été menée avec le succès que l'on vient d'évoquer va être menée auprès des pauvres américains, notamment pour l'accès au logement. Le libéralisme économique fait exploser les inégalités, ce qui est logique puisqu'il s'agit d'appliquer à la vie économique la loi du plus fort dans les échanges. Cette loi du plus fort, si bien observable dans les pays peu dotés d'institutions solides, traverse

3. En octobre 1979 les USA ont triplé le taux d'intérêt du dollar et cent pays se sont retrouvés en faillite. CNCD Belge, Arnaud Zacharie.

4. OCDE rapport au G8.

5. Banque centrale du Congo.

6. Banque mondiale.



l'histoire humaine, et particulièrement les rapports sociaux de chacun des pays, tout comme les rapports entre les pays du Nord et du Sud. C'est ainsi que le salaire moyen des Américains a baissé depuis 1980, celui des pauvres davantage encore⁷, tandis que les 5 % d'Américains les plus riches s'octroyaient 40 % des revenus. Ce déséquilibre, loin de stimuler l'économie comme les libéraux le prétendent, a tendu à étouffer la demande des biens et services et l'État américain a donc été contraint, faute de mettre en place une politique des revenus, de pousser les ménages à consommer en faisant appel à l'endettement. Il faut bien pointer ici la responsabilité propre de l'État américain.

L'économiste marxiste Isaac Joshua⁸ explique le basculement vers l'endettement massif des ménages, qui n'a rien de spontané, par la baisse du taux de profit, le new deal ayant achevé de produire ses effets. Les opportunités économiques nouvelles sont en effet investies par les

spéculateurs jusqu'à ce que leur rendement décroisse ; ils se précipitent alors vers de nouveaux débouchés qu'il faut solvabiliser par un nouvel effort d'endettement. Cette course au profit spéculatif s'est emparée de la nouvelle économie numérique en 2000, qui a déclenché un premier effondrement des actifs, puis de l'immobilier, qui a de nouveau et plus gravement provoqué un effondrement boursier, enfin des matières premières dont les prix on doublé.

La politique ultra-libérale tend à supprimer tous les gardes fou prudents, ce qui estompe la frontière entre les activités légales et illégales, et rend les marchés financiers instables et dangereux.

L'endettement des ménages américains a atteint pratiquement le niveau du PIB soit 10 000 milliards de dollars⁹, le déficit de la balance des paiements correspondant à l'endettement international a atteint 7 000 milliards de dollars¹⁰, sans

7. Jacques Attali, *La crise et après* (Éd. Fayard).

8. *La grande crise du XXI^e siècle*, Isaac Joshua (Éd. La Découverte).

9. Op. 7

10. Op. 7



compter – mais nous y viendrons – l’endettement des financiers et des entreprises qui va porter la dette globale à 350 % du PNB US¹¹.

Un deuxième mécanisme a été mis en place : l’indexation à taux variable de l’endettement sur la valeur des actifs des biens immobiliers. Ce sont les crédits dits hypothécaires. Si vous prenez du retard dans vos remboursements, votre taux peut grimper et atteindre 34 %. À ce seuil, de graves problèmes commencent à se poser. Ce retard devient très fréquent dans les catégories les plus pauvres des ménages connaissant des incidents bancaires fréquents. C’est ce mécanisme sans scrupule impulsé par le Trésor américain qui a conduit deux millions d’Américains à la rue. Encore aujourd’hui, 10 000 personnes perdent journalièrement leur maison¹². C’est le même mécanisme qui, appliqué aux pays du sud, a affamé leurs peuples.

Un troisième mécanisme va être utilisé, “l’effet de levier” inventé en 1929 ; vous avez un dollar, avec ce dollar vous en empruntez neuf, vous avez alors dix dollars avec lesquels vous en

empruntez quatre-vingt dix, et vous revendez cent au prix fort car les achats ont fait monter les cours, jusqu’à ce que tout s’effondre.

Mais la perversité du système ne s’arrête pas là :

Il faut garantir les emprunts. Les financiers américains ont inventé un système extraordinaire de revente du risque sur le marché international sous forme d’obligations “titrisées”, appelées du joli nom de “véhicule”, mais celui-là sans code de la route ni permis de conduire. Le risque élevé, lié au crédit accordé à des ménages pauvres, va être recyclé comme au jeu de la patate chaude et revendu dans le monde entier. Ce sont les fameuses “subprimes”. À partir d’octobre 2007, plus personne n’a confiance dans ce système fou, et prêteurs et emprunteurs vont être ruinés dans un bel ensemble systémique.

La cause première :

C’est l’absence de régulation qui est la toute première cause de la crise planétaire que nous

11. Op. 7

12. Op. 7



connaissions. Sans règles du jeu, les rôles sont confondus, tout devient opaque et les coups torus deviennent possibles façon Mardoff.

L'invention des "dérivés" va permettre de tourner toutes les règles, et créer selon Warren Buffet, célèbre capitaliste américain, "une arme financière de destruction massive" Dans la débâcle actuelle qui ramène la valeur des actifs dix ans en arrière, plus personne n'ose afficher son soutien à ces principes ultra-libéraux et le champ devient libre pour envisager les réformes.

Une dérive américaine qui vient de loin

Comme le disait John K. Galbraith dès 1947¹³, l'État américain a été caractérisé par la mainmise du secteur privé sur le Trésor public, sur la politique de l'environnement, sur l'action et la politique militaires et étrangères, dans une intimité fusionnelle entre les dirigeants économiques et financiers et les présidents, vice-présidents, chefs du cabinet économique, directeurs de la FED, l'équivalent de notre banque centrale, et secrétaires à la Défense. Ils ont fait passer

leurs intérêts privés pour l'intérêt général dans un formidable illusion, "le rêve américain", aux conséquences majeures, et qui consistait à faire croire que la somme des intérêts particuliers égalait l'intérêt général, qu'il fallait laisser le marché libre s'autoréguler.

Et dont les effets sont installés au cœur du système

Les grands dérégulateurs du marché financier ont été les plus proches conseillers des présidents américains successifs, après avoir été les dirigeants des plus importantes compagnies financières.

Malheureusement, ces acteurs de premier plan ont acquis une telle puissance qu'il est devenu difficile de se passer d'eux. 80 % des dirigeants des fonds spéculatifs ont financé la campagne d'Obama. Les anciens patrons de Goldman Sachs : Rober Rubin et Laurence Summers sont aujourd'hui les principaux conseillers d'Obama, dans une sorte de banalisation du mal dont Obama devra limiter les effets.

13. John K. Galbraith, *Les mensonges de l'économie* (Éd. Grasset).



Un bon en avant dans l'opacité

En matière d'opacité, on va atteindre des sommets. Les produits dérivés disparaissent des comptabilités ; ils valent 40 000 milliards de dollars. Les autorités monétaires et étatiques vont tolérer, voire encourager, le développement d'une soixantaine de paradis fiscaux et judiciaires, les "places offshore", qui vont recycler la moitié du commerce mondial, 11 000 milliards de dollars, abritant 4000 banques, 2,4 millions de sociétés écran¹⁴.

Le secret bancaire qui est au cœur de ces paradis va trouver le soutien des États, des banques, des multinationales. Enron, à la faillite frauduleuse célèbre, avait installé 6000 filiales dans ces paradis. BNP Paribas y dispose de 100 succursales¹⁵. Les Iles Caïmans forment la cinquième place financière du monde. Jersey voit passer chaque année l'équivalent de la moitié du PNB anglais. Autre paradis de l'impunité judiciaire, sur 2000 commissions rogatoires

présentées par la justice chaque année devant le Luxembourg, 80 % sont classées sans suite¹⁶.

Les mécanismes qui ont conduit à pareille folie ont des conséquences incalculables.

Cette opacité détruit autant les hommes que la planète

Un exemple célèbre récent va nous faire toucher du doigt la complexité du système. Le navire Probo Kaola, venu jeter ses déchets hautement toxiques sur une décharge de Cote d'Ivoire, naviguait sous pavillon panaméen, était affrété par une société écran "Puma Energy" domiciliée dans les Bahamas ; son armateur, la société Trafigura, était gérée par deux hommes d'affaires français dont les bureaux étaient à Londres, la filiale et l'adresse fiscale à Amsterdam, le siège à Lucerne en Suisse, la holding qui détenait les actions à Malte...

14. Transparency international, fondé par d'anciens experts de la Banque Mondiale.

15. Op. 14

16. Eva Joly, *Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ?* (Éd. Folio).



De nouvelles normes comptables vont permettre de faire disparaître de la comptabilité des entreprises et services tous les produits dérivés (réassurances) ; leur valeur atteint le double du PNB mondial. La cotation des sociétés va être livrée à trois opérateurs mondiaux rémunérés par les sociétés notées. Nous sommes entrés dans un monde où les arbitres sont payés par les joueurs, où la circulation automobile est livrée à la “responsabilité sociale” des conducteurs, sans code de la route. Interdite par Roosevelt, la fusion des activités de dépôts et de commerce est passée par la City de Londres. Au milieu de cette dérégulation, des initiés vont se comporter en grands voyous. Nous avons vu le ciblage des prêts hypothécaires sur les pauvres qui a conduit deux millions d’Américains à la ruine¹⁷, le taux explosif des crédits en cas de retard de remboursement (35 % aux USA, 28 % en France avec les assurances annexes).

Les financiers jouent contre l'économie :

Apparaît également un système incroyable qui voit les financiers libérés de tout contrôle,

jouer contre l’activité économique, par exemple en rachetant et revendant les entreprises après les avoir réorientées sur les profits à court terme, et après avoir remboursé l’emprunt avec les profits de l’entreprise (Fonds de private Equity). On voit se développer un système où les initiés spéculent contre l’activité économique. Alan Greenspan qui a présidé pendant des années aux destinées de la Banque Centrale américaine, la FED, et qui est l’initiateur des crédits immobiliers en faveur des plus pauvres, vient de se faire embaucher par le Fonds spéculatif de John Paulson qui a gagné 3,5 milliards de dollars en spéculant précisément sur la baisse de cet immobilier¹⁸.

Autant d’activités qui gardent un verni légal. Sans parler des escroqueries qui ont commencé à prospérer au cœur du système.

Les pays pauvres du sud premières victimes :

L’OMC est l’un des lieux de négociation le moins régulé de la planète où la loi du plus

17. Le cercle des économistes dirigé par Jean Hervé Lorenzi « La guerre des capitalismes aura lieu ».

18. Op. 7



fort s'applique avec le plus de brutalité¹⁹. J'ai entendu un universitaire Tanzanien expliquer comment il avait été expulsé d'une commission de l'OMC alors qu'il était mandaté par trois États africains.

C'est encore l'OMC, relayée par le conseil des présidents européens, qui cherche à imposer une forme de libre échange commercial sans droits de douane entre l'Europe et les 79 pays Afrique Caraïbe Pacifique (ACP), pour prendre la suite des accords de Lomé.

On a pu déjà constater la désastreuse politique d'ajustement structurelle imposée par le FMI et qui a détruit les politiques publiques de nombreux États. C'est ainsi qu'au Cameroun, qui a dû presque diviser par deux ses effectifs d'enseignants et de soignants, on assiste maintenant à la destruction du système de production par la suppression des frontières douanières. Le Burkina-Faso a déjà dû baisser ses droits de douane de 50 % pour l'importation de riz. Résultat, la filière a été déstructurée, le Burkina-Fa-

so est devenu importateur à 80 %²⁰. C'est ainsi que l'on affame les peuples...

La spéculation sur les matières premières nouvel eldorado

La spéculation sur les matières premières à laquelle se sont livrées les puissances financières à la suite de l'implosion de la bulle immobilière, a provoqué de semblables désastres. La Deutsch Bank recommandait à ses clients de placer leur argent sur les matières premières alimentaires, car les prix ne pouvaient que monter "face à la croissance de la population et la réduction des surfaces agricoles" (cité par Taubira dans son rapport à Sarkozy).

Au Congo RDC, 300.000 travailleurs des mines de cuivre ont été licenciés, l'inflation a été de 49 % et la parité du FC affaiblie de 30 % en un an. Il est des lieux sur la planète où une telle inflation tue. En 2009, l'association Karibu Kinshasa que je dirige a connu la mort de onze mamans d'enfants des rues réunifiées (sur 120),

19. Stieglitz, *Pour un commerce mondial plus juste* (Éd. Fayard).

20. Oxfam



victimes de malnutrition et des défaillances du systèmes de santé.

Un même raisonnement qui affame les peuples détruit la planète :

Laurence Summers, fervent artisan de la dérégulation, nommé chef du conseil économique d'Obama, écrivait en 1991 lorsqu'il était à la Banque mondiale, "ne devrait-on pas encourager la migration des industries sales vers les pays les moins développés ; la logique économique derrière le déchargement des produits toxiques dans les pays aux salaires les plus bas est irréfutable et nous devons la regarder en face" ²¹.

Les conséquences de la crise sur les ménages en France dès 2008

Le très mauvais moral des français

L'enquête TENES SOFRES de décembre 2008 ²² a montré que les Français étaient fon-

damentalement pessimistes avant la crise. Le CREDOC²³ a montré que leur comportement a changé dès le début de la crise. En septembre 2008, 37 % des français subissent un impact "important et très important" de la crise ; cet impact est de 44 % pour les ménages pauvres. Très mauvais moral d'ensemble donc, mais pour quelques-uns.

Les premiers effets de la crise

Au cours des deux dernières semaines précédant l'enquête du CREDOC, 15 % des ménages pauvres ont passé au moins une journée sans prendre un vrai repas pour des raisons financières ; au cours des trois derniers mois, 6 % des ménages pauvres ont renoncé à des soins pour enfants, également pour des raisons financières. Les classes moyennes ne sont pas épargnées²⁴. Mais les plus exposés sont ceux qui gagnent moins de 1 500 euros par mois et qui représentent 50 % de la population. Une fois retirées les dépenses incompressibles, logement,

21. Eric Laurent, *La face cachée des banques* (Éd. Plon 2009).

22. Brice Teinturier décembre 2008 dans *L'état de l'opinion* (Éd. Seuil 2009).

23. Enquête CREDOC "Les conséquences de la crise des ménages au dernier trimestre 2008". Et enquête "Les classes moyennes sous pression".

24. Op. 22



charges, alimentation, éducation, transport, il reste moins de 300 euros à une personne gagnant le revenu médian de 1 500 euros pour ses loisirs, ses vacances, l'habillement, le petit équipement.

Les plus exposés sont ceux qui ont des enfants, ceux qui sont au chômage, ceux qui sont âgés de moins de 30 ans, ceux qui sont locataires. Près de la moitié des moins de trente ans en dessous du seuil de pauvreté ont connu un fort impact dans les trois derniers mois ; 94 % des familles monoparentales en situation de pauvreté ont modifié leur comportement.

Que ne parviennent pas à compenser l'entraide et les solidarités :

Sur le plan des solidarités de proximité, concrétisées par l'aide apportée à des proches : 41 % des ménages ont apporté une aide à leur proche, 11 % ont augmenté leur aide, 4 % l'ont diminuée.

Sur le plan des solidarités plus larges, concrétisées par les dons aux associations, 66 % des Français ont fait un don à une association,

5 % ont augmenté cet engagement, 11 % l'ont diminué.

Quant au chômage, il commence à produire activement ses effets, la mondialisation a déjà fait perdre 500 000 emplois à la France depuis 2001²⁵. On devrait atteindre un taux de 10,5 % de chômage en 2010.

Va-t-on vers de nouvelles catastrophes ?

Certains pronostics parient sur l'effondrement du dollar, d'autres parient sur l'effondrement de certains États qui pourraient provoquer de nouvelles secousses majeures. Ce sont de bonnes et mauvaises nouvelles, mauvaises car on s'enfoncerait dans la crise, bonnes car c'est sans doute seulement au bord du précipice que les États pourront se ressaisir et surmonter leurs antagonismes... De nombreux économistes sont pessimistes après n'avoir rien vu venir, mais ceux qui ont senti le danger venir comme Soros, ne sont pas plus optimistes pour autant. Pour Isaac Joshua, les crises sont inhérentes au capitalisme et ont brutalement accéléré de fré-

25. Op. 23



quence, par la fin des digues limitantes comme la segmentation du marché des capitaux et du travail, et l'instauration de grands déséquilibres. Le plan Paulson américain a eu pour effet de mieux protéger les prises de risque et donc de les encourager, dans une conception où l'État joue le rôle de voiture balai qui nettoie les dégâts, puisque les marchés sont "comme ça" ; ceux qui dirigent à Wall Street sont fondamentalement indifférents à la situation de l'économie et à l'impact humain de leur comportement aventurier²⁶ et tentent encore de faire sauter les derniers verrous prudentiels. Pourtant il existe des points de résistance, la chambre des Représentants vient d'adopter en décembre un vaste projet de réforme financière, les dogmatiques sont discrédités et se sont effacés des cercles du pouvoir. Ils se sont fait remplacer par des pragmatiques non moins dangereux, portés par le "rêve américain", celui du "marché libre auto-régulé". Mais 70 % de la croissance américaine est tirée par l'endettement des ménages ; comment réduire cet endettement sans casser la croissance ?

26. Op. 21

L'économie mondiale peut-elle être redressée ?

Pour être efficaces, les réformes doivent s'attaquer centralement à l'absence de régulation institutionnelle internationale, à la dégradation générale des règles prudentielles, à l'opacité profonde des flux financiers. C'est-à-dire concrètement, réviser des normes comptables, combattre les paradis fiscaux, encadrer les fonds spéculatifs, interdire les dangereux contrats d'assurance entre financiers, les "Credit Default Swap" (CDS) et les "Leverage Buy Out" (LBO) qui rachètent les entreprises en les cassant, réviser les traités internationaux, dont les traités européens.

Pour être équitables, les réformes doivent donner toute leur place aux pays pauvres au sein des organisations internationales, assurer leur sécurité alimentaire, restaurer leurs barrières douanières vis-à-vis des pays riches, développer les juridictions pénales internationales et étendre leurs compétences au champ économique, réguler le marché des matières premières, des pro-



duits agricoles, des bio-énergies. Dans les pays développés, elles doivent instaurer des politiques des revenus, harmoniser le droit social, relancer l'économie par la hausse des salaires.

Pour être durables, les réformes doivent cesser de donner le pouvoir au "court-termisme" des financiers. Elles doivent réguler les échanges internationaux, inciter fortement à leur équilibre entre surendettement des États Unis et réserve de changes des pays asiatiques, de l'OPEP et de la Russie. Elles doivent encore relever le défi du réchauffement qui relève des politiques économiques.

L'apparent succès du G20 est un échec pour les pays pauvres du sud, 172 nations étaient absentes qui détiennent 20 % du PNB mondial

Si les premières informations ont montré l'ambition et la coopération des 20 sur leurs objectifs propres, ceux des pays développés et émergents, le sort des pays pauvres non invités n'a pas été évoqué ; pour eux la crise a commencé de produire ses effets et les maintiendra durablement.

Qui viendra sanctionner les "fonds vautour" qui rachètent les dettes des pays insolvables pour les traîner en justice, et qui ont ainsi gagné 2 milliards de dollars au dépend de 40 pays pauvres ?

Qui arrêtera le commissaire européen chargé de négocier les accords de Partenariat Économique (APE) avec 79 États pauvres, qui ont vocation à détruire les économies locales en supprimant 80 % des barrières douanières, donnant le champ libre aux exportateurs de tout calibre sur des espaces de famine où il n'y a ni épargne, ni investissement, ni demande solvable ?

Qui protégera le cours des produits alimentaires et contrôlera la spéculation sur ce cours pour éviter de reproduire les émeutes de la faim de janvier 2008 dans 40 pays, dont vingt en Afrique et 100 villes ?

Qui arrêtera Monsanto, responsable du suicide de 20 000 paysans indiens, auxquels il a vendu le pesticide "agent orange" au rendement médiocre et au taux usuraire ?

Qui inversera les flux financiers qui vont massivement du sud pauvre vers le nord riche ?

Qui annulera la dette des pays du sud multipliée par quatre grâce aux taux d'intérêt variables ?



Qui arrêtera la descente aux enfers des peuples subsahariens qui seront 2 milliards en l'an 2050 ?

Les obstacles à surmonter sont énormes

Le dogme ultra-libéral qui passe pour l'inspirateur de la dérégulation, donc de la crise, baisse provisoirement la tête et libère un espace sans précédent pour la réforme. Mais les hommes qui ont servi ce dogme sont toujours en place. La préparation du G 20 a été confiée à un "groupe des sages" parmi lesquels quelques dirigeants des plus grosses banques recapitalisées par le trésor américain : Goldman Sachs, Citigroup, Lehman Brothers qui a coulé, et un membre de l'autorité de régulation du marché anglais dont on ne peut douter de sa détermination à sauver le "libre échange"...

La lutte contre le système des bonus, stock options et parachutes dorés dont la mission objective est de rapprocher les intérêts des chefs d'entreprises et des fonds spéculatifs, témoigne de la sensibilité de l'opinion publique.

Le refinancement des banques offrait des opportunités de régulation ; on ne s'en est pas saisi... : protéger les actifs plutôt que changer la règle.

Dans l'ombre, les fonds spéculatifs attendent de nouvelles opportunités. Les pays solvables vont manquer de matières premières, d'eau, de terres agricoles, d'énergie, de produits agricoles. Autant d'opportunités pour profiter de la hausse des prix et la stimuler encore, avec des conséquences effroyables pour les populations pauvres, à l'exemple du brut pétrolier dont le prix a oscillé entre 40 et 140 dollars en quelques mois.

Démonstration sur le front des pays africains avec le comportement du coréen Daewoo qui envisageait de louer 1,3 millions d'hectares, soit 50 % de la surface cultivée de Madagascar, pour y faire des cultures d'exportation, ce qui a déclenché une crise politique et a conduit à renverser le président. Même comportement de l'indien Varum Industrie qui visait 0,5 million d'hectares. Au Soudan, 1 million d'hectares a été acheté.

La logique économique capitaliste est irrépressible, sans morale et sans limites. L'économiste Joseph Schumpeter parlait déjà en 1947 de "destruction des institutions humaines par l'esprit corrosif du capitalisme".

L'économie est semblable à un véhicule qui dispose de freins, d'un moteur, d'une carrosserie. L'économie planifiée, c'est le véhicule sans



moteur. L'économie libérale, c'est le véhicule sans freins et sans carrosserie. Ce véhicule est dangereux. Le véhicule viable se compose d'une régulation institutionnelle du marché, de la protection des salariés, des consommateurs et de la nature.

Ceux qui nous dirigent sollicitent l'intervention de l'État sous la contrainte de la crise et par exception, non par sursaut éthique ni volonté humaniste ou démocratique. « *Il faut prévoir de refermer le parapluie une fois la tempête apaisée* » commente Jean-Marie Mercier.

Le seul vrai contrepoids est la société civile

Seule la résistance des sociétés civiles et de ses organisations peut apporter un contrepoids et "aider" les pouvoirs politiques en place à prendre les mesures nécessaires, susciter une volonté institutionnelle, organiser la transparence et le contrôle juridictionnel, éviter la banalisation du

mal et la "normopathie" des agents des institutions²⁷, instaurer un droit des pauvres, imposer la taxation globale des mouvements financiers, assurer la réduction des inégalités, taxer les pollutions.

La colère s'est emparée des Américains contraignant le Sénat à fiscaliser les bonus. L'opinion publique française, dès avant la crise, avait une vision très pessimiste de son avenir, avec une défiance massive envers ses élites et un rejet du libre échange²⁸. La crise a renforcé ces sentiments qui commencent à s'exprimer avec colère, l'opinion publique s'est radicalisé, 29 % des Français pensent qu'il faut sortir du capitalisme, 61 % pensent qu'il faut le transformer²⁹ et seulement 5 % pensent qu'il faut le préserver comme il est.

L'alliance de la colère populaire et des cercles associatifs et syndicaux engagés peut constituer un véritable contre-pouvoir d'influence.

27. Patrick Artus - Marie Paule Virard, *Globalisation, le pire est à venir* (Éd. La Découverte).

28. Op. 22

29. Concept inventé par Hannah Arendt qui signifie l'adaptation de la conscience des agents d'une institution aux normes de cette institution.



L'alliance avec les sociétés civiles du Sud peut peser dans la refondation d'un ordre international plus juste.

• Syndicats :

Sur le plan international, associations et syndicats ont amorcé chacun leurs regroupements. Les confédérations syndicales : Confédération Mondiale du Travail (CMT) et Confédération Internationale des syndicats Libres (CISL) se sont unifiées au sein de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) présente dans 156 pays.

• Et associations :

De leur côté, les associations coopèrent largement entre elles, notamment à l'occasion des Forum Sociaux Mondiaux³⁰, ou pour la France, à l'occasion des rencontres de la plateforme du CRID³¹ ; ou bien pour contrer les sommets mondiaux comme actuellement à Copenhague, où l'on voit les associations proches des préoccupations des pays du sud.

Les alliances franchissent les zones linguistiques. C'est ainsi que Caritas France et Global Witness³² ont pu coopérer pour libérer de prison des militants pour la transparence des revenus pétroliers, qui avaient été enfermés par les chefs d'État du Congo Brazza et du Gabon.

Les sociétés civiles des pays pauvres parviennent parfois à peser dans la décision. Au Niger, en proie à des famines périodiques, une plateforme de la société civile à Niamey a pu obtenir une renégociation des contrats miniers d'uranium avec Areva qui achetait la tonne de minerai à 11 000 F CFA, soit 10 % du cours mondial.

Trois mille paysans Tanzaniens se sont rendus à pied au Sommet de Johannesburg en 2002, accompagnés d'Yves Marché, prêtre associé à la Mission de France, pour exprimer leurs inquiétudes devant les menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète.

La convergence des sociétés civiles des pays du Nord et du Sud, notamment au travers des

30. Chico Whitaker, *Changer le monde* (Éd. de l'Atelier).

31. CRID : Centre de Recherche et d'Information pour le Développement. Collectif français de 56 organisations de solidarité internationale.

32. Global Witness, ONG spécialisée dans l'action contre le pillage des ressources naturelles et la corruption.



Forums sociaux mondiaux, avec certains États, avec les institutions solidaires, avec les intellectuels et les experts dissidents, avec les médias, peut faire levier pour imposer un monde plus équitable que personne n'accordera spontanément.

Défi qui doit aussi prendre en compte des aspirations et des valeurs par définition hétérogènes, et d'innombrables obstacles.

La puissance médiatique :

Il est facile de manipuler l'opinion publique sans vraiment toucher aux libertés publiques. Ainsi, la France a pu accompagner le génocide du Rwanda sans coût politique majeur, alors que nous avons joué le rôle de financeur, de formateur, de conseiller, de protecteur, d'exfiltration des génocidaires et même de nounou des enfants des génocidaires³³... Mais qui s'en inquiète ?

François-Xavier Vershaeve, expert de la France Afrique, interrogé sur la diffusion de ses idées, expliquait que, au cours de sa vie publi-

que, il n'avait jamais pu obtenir de publier d'article dans le journal *Le Monde*, et seulement un seul dans *Libération*.

Unifier le cœur et la raison, instaurer un nouveau droit des peuples et des pauvres, doté d'institutions judiciaires internationales rendant ces droits opposables, tempérer la loi du plus fort et mettre fin à l'impunité économique des prédateurs, poser des règles qui échappent à l'emprise des acteurs du marché, contrôler radicalement les paradis fiscaux, les spéculations sur les matières premières et les produits agricoles, protéger la nature menacée, voilà ce qui pourrait fonder une gouvernance universelle. Il est un impératif absolu d'ouvrir une page nouvelle de l'histoire humaine qui ferait acte de civilisation. ■

Autres ouvrages de référence :

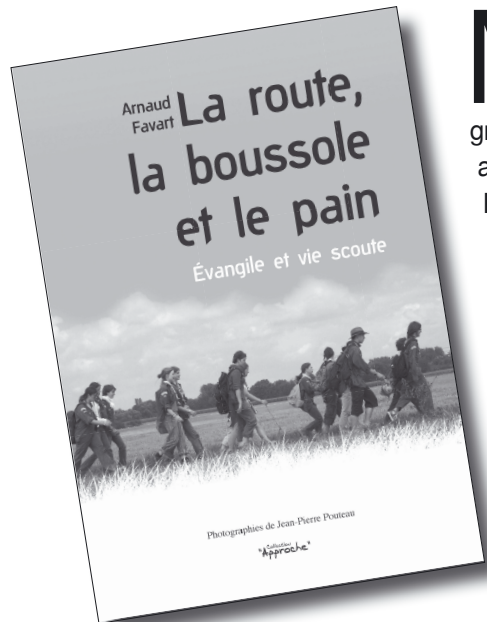
- Georges Soros, *La vérité sur la crise financière* (Éd. Denoël).
- James K. Galbraith, *L'État prédateur* (Éd. Seuil).
- Paul Jorion, *L'implosion* (Éd. Fayard).
- Sylvie Brunel, *Nourrir le Monde* (Éd. Larousse).

33. Le conseil général du Loiret a pris en charge dès le début du génocide les enfants des dirigeants génocidaires.

Arnaud FAVART *

La route, la boussole et le pain *Évangile et vie scout*

Éd. Presses d'Ile-de-France, Janvier 2010



Marcher, regarder, s'installer, partager des repas sont autant d'apprentissages de la vie scout. À travers ces actions quotidiennes, les guides et les scouts grandissent dans la confiance et développent leur relation au monde, à Dieu et à leur prochain.

Pour le bénéfice de tout éveillé de la foi, prenant appui sur le récit évangélique des compagnons d'Emmaüs, l'auteur développe ici une triple pédagogie de la marche, de l'orientation du regard et du service fraternel pour devenir pèlerin, témoin et serviteur. Cette initiation est un appel à rencontrer le Christ comme chemin, vérité et vie. Dans son carnet d'aumônier scout, Arnaud Favart a recueilli nombre d'anecdotes de la vie de camp. Elles font la saveur de ces pages qui conjuguent l'évangile et la vie scout, et démontrent s'il en était besoin combien la pédagogie du scoutisme est une véritable initiation à la vie spirituelle. ●

* Arnaud Favart est prêtre de la Mission de France en Creuse.



L'Apocalypse : un livre pour temps de crise

par Malou LE BARS



Membre de la
Communauté
Mission de France,
dans l'équipe de
Basse-Bretagne,
Malou anime
divers groupes de
lecture de la Bible.

Étrange, ce dernier livre de la Bible

« On ne comprend rien », « C'est beaucoup trop codé », « Ça semble intéressant, mais c'est bon pour des initiés »...

Voilà des réflexions qu'on peut entendre quand il s'agit d'aborder la lecture de l'Apocalypse.

Ce livre n'a cessé de donner lieu à des interprétations diverses, chaque génération s'adonnant à sa lecture à travers ses angoisses, ses bouleversements et ses espoirs.

Sous prétexte de clarification, nous pouvons être tentés d'aller vite du côté de l'identification :

- dans le registre historique : les « catastrophes » décrites, ce sont les persécutions (celles du temps de Néron ou Domitien)...



- dans le registre symboliste : les 12 étoiles qui couronnent la tête de la femme (12, 1), ce sont les 12 tribus d'Israël... ; le blanc, c'est la pureté... ; les 7 têtes, les 7 collines de Rome...

Par conséquent, il suffirait d'avoir les clés pour pouvoir décoder. Ce serait un livre qui décrirait, en langage codé, la fin des temps, d'un point de vue chronologique.

Nous pressentons que ce livre étrange, à part, puisqu'il a fallu du temps pour qu'il soit intégré dans le Canon des Écritures, a beaucoup plus à nous révéler sur nous-mêmes, sur ce qui, de nous les humains, est encore et toujours en crise, à condition d'être des « mangeurs de Parole ».

« Heureux celui qui lit et ceux qui écoutent les paroles de la prophétie et gardent ce qui s'y trouve écrit, car le temps est proche. » (1, 3)

Puissions-nous en être !

La révélation

Il est difficile de faire l'impasse sur la parole qui ouvre le livre :

« Révélation de Jésus-Christ que Dieu lui donna pour montrer à ses serviteurs ce qui doit arriver en promptitude. »

Dans le Nouveau Testament, l'*apocalypsis* (la révélation en grec) est le mode par lequel l'apôtre reçoit l'Évangile. Paul peut annoncer l'Évangile parce qu'il lui a été révélé (Ga 1, 12).

Ce qui est manifesté dans cette révélation, c'est Jésus-Christ lui-même sous des dénominations multiples, car aucun mot de nos langues ne peut adéquatement désigner ce qu'il est :

- le témoin fidèle, le premier-né des morts, le prince des rois de la terre (1, 5)
- un Fils d'homme (comme) (1, 13)
- le premier, le dernier et le Vivant (1, 17)
- le Principe de la création de Dieu (3, 14)
- l'Agneau immolé (29 mentions)
- le cavalier sur le cheval blanc, fidèle et véritable (6, 2 ; 19, 11)
- la Parole de Dieu (19, 13)

Ce qui est révélé, c'est Jésus-Christ, par qui s'accomplit un jugement dans l'histoire des hommes. La Révélation est un don ; son origine est Dieu, c'est le Christ qui la reçoit et l'accomplit pour les serviteurs de Dieu. Voilà ce qui est dit dès le premier verset.

Reste à creuser « *ce qui doit arriver en promptitude* ». À la fin du livre (22, 6-7), la parole « *Voici*



que je viens » nous révèle qu'il s'agit de l'avènement du Christ, non pas à la fin des temps, mais « soudainement ». Nous ne sommes plus là dans le temps linéaire de l'histoire. De même, dans son évangile, Jean dit : « *Voici l'heure et c'est maintenant* » (Jn 4, 23).

L'Apocalypse, c'est la révélation, le dévoilement de l'aventure de l'humanité, conduite jusqu'à la rencontre, celle de ses noces avec l'Agneau vainqueur.

L'expérience visionnaire, prophétique de Jean, c'est d'abord celle de celui qui se dit « serviteur de Dieu » et « compagnon dans l'épreuve » des humains.

Jean qui écrit n'a pas d'autre qualification que de demeurer dans cet espace/temps qu'est pour tous la condition de mortel, vécue hors de la présence de Dieu (de l'Agneau et de Celui qui siège sur le trône).

Mais, saisi par l'Esprit, Jean voit « *comme un Fils d'homme* ». C'est la vision inaugurale du livre, elle ouvre le septénaire des lettres, les sept lettres que Jean reçoit l'ordre d'écrire. Elles sont adressées non pas aux sept églises, mais à chacun des anges des sept Églises, c'est-à-dire à ce qui, de ces Églises, « appartient » au Fils de l'homme.

Jean a *vue* sur le mystère de Dieu et de l'Homme (de l'homme en Dieu), et ce qu'il va contempler sous diverses visions, c'est l'épreuve de la condition humaine, la crise de la destinée de l'humanité, révélée à elle-même, à partir de Jésus-Christ.

La manifestation de la vérité met le monde en crise

Le temps de crise est un temps où les choses cachées se dévoilent, aussi bien du côté du mal que du bien. Des bouleversements sont le passage nécessaire pour qu'apparaisse la logique du monde, celle de « la bête ». Cette logique est mise à nu, mise à mal, condamnée et finalement vouée à disparaître.

Jésus-Christ en tant qu'événement dans l'histoire des hommes et de chaque homme est le révélateur par excellence qu'il y a deux espaces en jeu. Ces deux espaces sont les nôtres. L'un est caractérisé par la logique meurtrière : dans les visions, il est figuré par l'espace terrestre. L'autre, au plus secret, est là où l'on n'accède que par une vue pénétrante (celle donnée à Jean) : il est figuré par l'espace céleste. Quand la parole s'incarne, vient au jour ce qui est, le réel,



ce qui existe depuis toujours et que l'incarnation du Fils de l'homme rend visible. Car l'accomplissement est tel que ne peut s'accomplir que ce qui est. C'est la venue du Fils de l'homme qui fait la vérité, qui fait apparaître ce qui est le plus originaire comme du neuf, qui ouvre sur un espace voilé jusque là.

Tout est dévoilé dans ce qui se passe en haut. En bas, toutes les agitations du monde pour échapper à la manifestation de la Vérité, s'avéreront vaines !

L'ouverture des sceaux

Le livre est structuré par l'ouverture des sept sceaux qui scellent un livre, le livre de la Vie.

Au chapitre 5, apparaît la figure de l'agneau immolé, le seul digne d'ouvrir le livre qui est dans la main droite de celui qui siège sur le trône, et d'en rompre les sceaux (5, 5 ; 5, 9).

L'agneau est là pour signifier, dans l'espace céleste, ce qui résulte de l'incarnation du Christ pour les humains.

Au chapitre 6, quand l'agneau ouvre les quatre premiers sceaux, un des quatre « vivants » (ou

« animaux ») dit : « *Viens !* ». Et surgit, dans la vision, à chaque fois, un cheval. La tradition a assimilé ces quatre vivants aux quatre évangélistes par qui est portée la révélation¹. Cheval et cavalier ont sans doute quelque chose à voir avec la force, la violence d'un combat décisif, comme la cavalerie de Pharaon qui a poursuivi les Hébreux lors de leur sortie d'Égypte.

L'ouverture des sceaux par l'Agneau ne donne pas accès à ce qui est écrit – personne ne va lire – mais elle a un effet sur le corps des humains.

À l'ouverture, par l'agneau, du premier des sept sceaux, – plus précisément du sceau « un », ce qui lui donne une position unique – la vision est celle d'un cheval blanc. À celui qui le montait tenant un arc « *fut donnée une couronne et il sortit en vainqueur et pour vaincre* ». Belle mise en scène d'une victoire déjà acquise de toute façon. Ce cavalier, qui sera nommé le Verbe de Dieu au chapitre 19, est lancé dans le monde dès sa création. Le salut promis est donné depuis l'origine : le mal radical ne détruit pas le bien.

Les trois autres cavaliers sont porteurs de mort.

1. En fait, chacun des quatre évangiles comporte en lui la capacité de faire apparaître au lecteur ce que porte chacun des quatre chevaux.



Quand l'agneau ouvre le deuxième sceau, surgit un cheval rouge feu : « *À celui qui le montait fut donné le pouvoir de ravir la paix de la terre et que l'on s'égorge les uns les autres* » (6, 4). Voilà, en une phrase évocatrice, qu'affluent les cohortes de rivalités et de violences meurtrières, la figure de Caïn défigurant Abel. Voilà le lot quotidien de notre humanité.

Puis c'est la vision d'un cheval noir. Son cavalier a une balance à la main, « *une mesure de blé pour un denier* ». C'est douze fois plus cher que le prix communément admis ! Voilà les conséquences de l'économie de marché érigée en système : c'est la famine, c'est faire dépendre la question de la nourriture des humains de la logique de spéculation monétaire. Mais l'huile et le vin, continue le texte, échappent à ce circuit. Sans doute est-il signifié là que ce qui peut soigner l'humanité blessée, est préservé².

Le cavalier qui monte le quatrième cheval, le cheval blême, est la Mort, l'inévitable de notre condition humaine... même si l'on a pu éviter la mort par l'épée et la famine, précise le texte.

Avec ces quatre chevaux, on pourrait dire que, en venant au monde, il nous faut en voir de

toutes les couleurs. C'est une condition à laquelle nul n'échappe.

À l'ouverture du cinquième sceau, apparaissent les âmes des justes : ce sont les immolés à cause de la parole, ils réclament « justice ». Il leur est donné une robe blanche (7, 13), comme corps de résurrection en attente de la victoire finale, comme participation à la plénitude du Corps du Christ.

La suite du récit, à l'ouverture du sixième sceau, laisse entrevoir que tout ce qui peut sembler point de repère dans le cosmos vacille : le soleil, la lune, les astres, les montagnes. On ferme ici le livre de la genèse (ch. 1) : les luminaires de la création, qui servaient de signes aux humains, perdent leur fonction. Les grandeurs de ce monde, les fonctions et places sociales, les représentations, tout ce qui est le « paraître » s'effondre un jour.

« *Quand il (l'agneau) ouvrit le septième sceau, il se fit dans le ciel un silence...* » (ch. 8), avant que les sept anges ne fassent sonner leur trompette, ouvrant la porte aux fléaux qui vont décimer la logique meurtrière à l'œuvre dans l'humanité.

2. Dans la parabole du bon samaritain, l'huile et le vin servent à panser les plaies de l'homme blessé.



Mais alors, c'est traumatisant et désespérant tout cela !

Oui, si l'on oublie l'essentiel : le cavalier blanc arrive avec déjà la couronne de la victoire. Au chapitre 19, la vision du ciel ouvert fait apparaître à nouveau le cheval blanc : « *Celui qui le monte se nomme fidèle et véritable, il juge et il combat avec justice... il se nomme le Verbe de Dieu.* » (19, 11-13)

Le temps de la crise

C'est le temps du discernement. Il nous est révélé ce qui, jusque là, était caché, aussi bien du côté du bien que du mal.

L'Apocalypse livre une vue sur l'aventure humaine. C'est une vision « clinique », symptomatique, de ce qui arrive aux humains. Cette vision dévoile ce qui s'opère par l'incarnation, le Verbe fait chair.

Ce qui est donné à entendre, est que la Vie, dans (ou dès) le principe, est préservée. Ceci est figuré, au chapitre 12, par l'enfant que la femme met au monde, alors que le dragon, « *l'antique serpent, celui qu'on nomme Diable et Satan, le séducteur du monde entier* » (12, 4 ; 9), est posté devant elle pour dévorer l'enfant, dès sa naissance. Mais cet enfant mâle, ce fils, est enlevé auprès de Dieu. Le dragon,

précipité sur terre, poursuit le combat contre le reste de la descendance de la femme... tant qu'il y aura des humains. N'y aurait-il pas en toute naissance une part préservée, hors de portée du meurtre ou du mensonge, de la séduction ou du faux-semblant, de la marchandisation de l'humain ?

L'incarnation de la Parole nous apparaît comme des catastrophes parce qu'elle fait la vérité, elle fait s'effondrer le bel ordonnancement du monde, elle fait tomber Babylone, la grande cité puissante, peuplée des marchands de la terre (ch. 18).

Un ciel nouveau, une terre nouvelle

Le livre nous donne à voir la transformation profonde, nécessaire, que constitue la fin d'une logique du monde fondée sur une puissance auto-fondatrice, figurée par Babylone. L'heure où cette dernière tombe est l'heure de la crise, c'est-à-dire du jugement, l'heure du Fils de l'homme.

Il nous est ainsi révélé qu'est à l'œuvre aussi dans le monde une logique plus fondamentale que le mal radical ne peut atteindre, celle de la fraternité.

Quand, dans notre vie, survient l'épreuve, – la grande, pas les petites morts qu'on avait tendance



à survaloriser jusque là – alors s’effondrent toutes sortes d’illusions, du bonheur, de la richesse, de la réussite... Et cela fait mal, très mal. La traversée est un terrible travail de dépouillement ; un grand silence... Alors se fait entendre, douce mais ferme, insistante, la voix des frères et sœurs, pas toujours ceux qu’on avait imaginés. Alors se tiennent ensemble les corps relevés, alors se dévoile l’espace du don, de l’*agapè*, alors, au-dessous de ce qui en nous reste en souffrance, s’expérimente la joie « imparable ».

La vision qui vient est celle de la Jérusalem nouvelle « *un ciel nouveau et une terre nouvelle* », « *la demeure de Dieu avec les hommes* », là où « *la mort ne sera plus ; où il n’y aura plus ni deuil, ni cri, ni souffrance* » (ch. 21).

Discerner, juger, est la fonction par excellence de la Parole. L’entendre au plus intime, c’est déjà appartenir à l’espace du Christ, c’est sortir de l’espace du jugement. L’espace du jugement est un lieu de terreur : par exemple, l’image d’un Dieu de colère, d’un Dieu vengeur, qui envoie les malheurs pour punir. Mais, aujourd’hui, nous avons plutôt tendance à remplacer ce Dieu par d’autres dieux : et si la terre, le climat se vengeaient...

Le lecteur de l’Apocalypse n’est pas surpris par l’état de crise dans lequel nous vivons, individuellement et collectivement, et qui peut sembler terrifiant. Ces choses-là y sont écrites. Un monde s’en va en dévoilant ses ressorts cachés, un autre advient. Viens Seigneur Jésus. ■

Livres reçus à la Rédaction

de la Lettre aux Communautés

(Livres reçus depuis novembre 2009)

Roland Lacroix, Mireille Prévost	<i>Aimer jusqu'où ?</i>	Éd. de l'Atelier
Nasser Mansouri-Guilani Jean Christophe Le Duigou	<i>10 propositions pour sortir de la crise Sans recommencer comme avant</i>	Éd. de l'Atelier
Karim Mahmoud-Vintam	<i>Pour une Église autre</i>	Éd. de l'Atelier
Michel Cool	<i>Pour un capitalisme au service de l'homme Paroles de patrons chrétiens</i>	Éd. Albin Michel
Denis Villepet	<i>Les défis de la transmission dans un monde complexe. Nouvelles problématiques catéchétiques</i>	Éd. DDB
Pierre Davienne Marie-Dominique de Lalaubie	<i>Quand la Parole prend corps Découvrir les récitatifs bibliques</i>	Éd. de l'Atelier
Bernard Joinet et J.-Claude Petit	<i>Un prêtre face au Sida</i>	Éd. du Jubilé
Pierre de Charentenay	<i>Les nouvelles frontières de la laïcité</i>	Éd. DDB
Madeleine Delbrêl	<i>La sainteté des gens ordinaires</i>	Éd. Nouvelle Cité
Gérard Masson	<i>L'ébranlement de l'universalisme occidental</i>	Éd. L'Harmattan
Jean-François Petit	<i>Histoire de la philosophie française au xx^e siècle</i>	Éd. DDB
Alain Durand	<i>Dieu choisit le dernier</i>	Éd. Cerf
Raymond Vandecasteele	<i>Lutter ensemble pour vivre mieux</i>	À compte d'auteur
Jean Honoré	<i>Les mots qui disent la foi</i>	Éd. Cerf
Michel Vergnaud	<i>Carnets pour demain</i>	Éd. Persée
Alain Richard	<i>Une vie dans le refus de la violence Le fondateur des cercles de silence</i>	Éd. Albin Michel.
Eric de Beukelaer	<i>Pourquoi je ne crois pas à la faillite du christianisme</i>	Éd. Nouvelle cité Vie des hommes
Albert Rouet	<i>J'aimerais vous dire</i>	Éd. Bayard
J.-Noël Bezançon	<i>La messe de tout le monde</i>	Éd. Cerf



Par ses contre-coups idéologiques¹, la crise ouvre de nouveaux espaces de concertation

par Pierre GERMAIN



Prêtre de la Mission de France, prêtre-ouvrier retraité, Pierre est membre de l'équipe d'Évry.

Face à la crise, on voit émerger, au sein de l'opinion publique française, mais plus largement aussi sans doute, deux types de réactions.

Il y a ceux qui prônent une réforme du capitalisme, une remise en ordre, une "moralisation" du système, un retour à la "normalité".

Un livre peut être considéré comme emblématique de cette tendance : *20 propositions pour*

La crise remet sous tension les antagonismes sociaux au sein de la société, tout en lui imposant une configuration nouvelle.

1. J'entends par « idéologie », à la suite de Pierre Bourdieu, toute représentation qu'un groupe social se construit au sein d'une société donnée, (« *Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées* » disait Marx) pour maintenir ou renforcer sa position et son influence au sein de celle-ci.



réformer le capitalisme, sous la direction de Gaël Giraud (s) et Cécile Renouard aux éditions Flammarion.

Ce courant soutient les initiatives prises par les gouvernements de leur pays, visant à éviter la catastrophe (du type crash boursier de 1929), à sauver le système bancaire de l'implosion, à purger l'économie.

Mesures de sauvetage, qui tournent le dos au capitalisme néo-libéral prôné par ailleurs, puisqu'elles se définissent comme des mesures massives d'intervention de l'État dans l'espace sacro-saint de la finance privée.

Le chef de l'État français reconnaissait d'ailleurs, pour s'en féliciter, que la crise obligeait à « faire bouger les lignes. »

Mais cette opération de remise en marche a des effets désastreux par ailleurs : l'endettement du pays devient faramineux ; les inégalités de ressources s'accroissent ; les riches, un peu moins nombreux, sont encore plus riches et les pauvres, encore plus pauvres et toujours plus nombreux.

Certes, ce courant prône nombre de propositions, accompagnant cette opération de sauvetage visant à plus de transparence et de régulation. Et ils suscitent l'approbation des foules quand ils s'at-

taquent – très symboliquement – à quelques emblèmes de la finance internationale, les banques off-shore, les bonus des traders ou la taxation de produits spéculatifs.

Mais en finale, rien de nouveau sous le soleil.

Et puis, il y a ceux qui dénoncent l'absurdité du système capitaliste, plus précisément de sa version néo-libérale, libérée de toute régulation étatique. Ils dénoncent ceux qui n'accordent leur confiance qu'aux seules forces auto-régulatrices du marché ; les instances internationales comme le FMI ou l'OMC venant pérenniser cet état de fait.

Mais alors, quelles alternatives se présentent : celle d'un capitalisme amendé, teinté de keynésianisme, qui restreindrait le déploiement de la logique du profit ?... au profit précisément d'urgences sociales, écologiques et démocratiques... (est-ce cela la figure du socialisme pour aujourd'hui ?), ou celle d'une société anti-capitaliste, comme le parti du même nom ?

Mais alors, comment mobiliser les acteurs potentiels, leur permettre la prise de pouvoir politique et la conduite non seulement d'une sortie de crise, mais d'une sortie du système ou de sa seule



version néo-libérale ? Et cela, non pas à l'échelle d'un seul pays, mais d'une majorité de pays au sein d'un même continent ?

Ces questions sont immenses ; mais elles resurgissent nécessairement à l'écoute du cri des pauvres que génère la crise.

Et il se trouve nombre de chrétiens qui sont à l'écoute du cri des pauvres, parce qu'ils y trouvent en écho les cris de l'Évangile.

C'est dans ce contexte de crise financière internationale, que nous est, comme tombé du ciel, début Juillet 2009, une encyclique sociale se proposant de nous aider à trouver un orient.

Dans un premier temps, je ne vais pas porter un regard de croyant, mais je vais tenter de prendre la mesure de cette encyclique comme une "production idéologique" du groupe social "Église".

Une encyclique qui m'a réjoui par la fermeté de dénonciations sur des registres sur lesquelles l'Église ne se prononçait qu'avec beaucoup de circonspections jusqu'alors : « *sur les*

échanges planétaires, sur les effets délétères sur l'économie réelle d'une activité financière mal utilisée et qui plus est spéculative, sur les énormes flux migratoires souvent provoqués et ensuite gérés de façon inappropriée, sur l'exploitation anarchique des ressources de la terre » (n° 21).

Et cet autre constat : « la richesse mondiale croît en termes absolus, mais les inégalités demeurent. *Dans les pays riches, de nouvelles catégories sociales s'appauvrissent et de nouveaux riches apparaissent. Dans des zones plus pauvres, certains groupes jouissent d'une sorte de sur-développement où consommation et gaspillage vont de pair, ce qui contraste de façon inacceptable avec des situations permanentes de misère déshumanisantes. Le scandale de disparités criantes demeure.* » (n° 22)

La crise confirme l'Église dans son positionnement identitaire, tout en réveillant sa torpeur dogmatique, en l'obligeant à sortir de son emmurement.

Mais en même temps, ma gorge se nouait quand j'ai lu : « *L'adhésion aux valeurs du christianisme est un élément non seulement utile, mais indispensable pour l'édification d'une société bonne,* (n° 4) » puis, au n° 11 que « *seule, une vision transcendante de la personne* » (celle que nous donne la Foi) permet de travailler au dévelop-



pement authentique de la personne, et au n° 18 « *quand Dieu est éclipsé, notre capacité à reconnaître l'ordre naturel, le but et le bien, commence à s'évanouir* », et au n° 19, « *que la raison à elle seule est capable de comprendre l'égalité entre les hommes et d'établir une communauté de vie civique, mais elle ne parvient pas à créer la fraternité* ».

Et ces deux approches sont liées ; la faillite des projets de société des hommes, notamment ceux qui relèvent de l'économie, manifeste « *le péché des origines* », « la nature blessée de l'homme, inclinée au mal » ; « l'Église, dans Sa Sagesse, en tient compte », ce qui lui permet de se proposer comme « *une puissante ressource sociale au service du développement humain intégral* » (n° 34).

À ce point-là de ma réflexion, je ne suis pas loin de penser, comme l'écrivait Stéphanie Le Bars dans *Le Monde* daté du 8 juillet pour annoncer cette encyclique : « *Benoît XVI veut mettre l'éthique et la foi au cœur de la mondialisation* ». La foi comme condition de réussite à tout projet de société !

Ou plus précisément, ce diagnostic porté par Philippe Portier, chercheur au CNRS, dans un ar-

ticle de "Alternative Internationale" de décembre 2010 : le catholicisme d'identité répond à deux principes : le principe d'opposition (à tout ce qui se passe hors de son influence) et le principe de reconstruction qui tient que « *c'est en s'abritant sous la doctrine sociale de l'Église qui est le conservatoire de la loi de Dieu ici-bas, que pourra être restaurée l'harmonie entre les hommes.* »

Dans cette approche, il n'y a plus d'espace habitable avec tous les hommes de bonne volonté. Il n'y a plus à chercher de projets de sociétés qui soient respectueux de la dignité de chacun, des plus pauvres en particulier, qui soient porteurs de fraternité, qui soient un chemin d'humanité. Il n'y a pas de vérités que l'expérience et le feeling des hommes arrivent à mettre à jour au cœur de leur histoire qui méritent d'être reprises, re-travaillées à nouveaux frais. Il n'y aurait que des vérités de toute éternité dont l'Église est dépositaire.

Heureusement, il y a la crise ! (Excusez la provocation !)

Cette crise « *qui nous oblige à reconsidérer notre itinéraire, à nous donner de nouvelles règles*



et à trouver de nouvelles formes d'engagement, à miser sur les expériences positives et à rejeter celles qui sont négatives. » (n° 21)

L'encyclique entérine cet état de fait en reconnaissant « à la doctrine sociale de l'Église, une importante dimension interdisciplinaire » (n° 34).

Je parle maintenant en ne mettant plus entre parenthèses mon identité de croyant.

Ce n'est pas la reconnaissance du statut interdisciplinaire de la doctrine sociale de l'Église qui m'intéresse au premier chef ; reconnaissance qu'il y a une pierre dans la chaussure qui blesse l'Église et la fait boiter.

Mais c'est ce qu'elle enclenche comme légitimité de recherche de *nouvelles règles, de nouvelles formes d'engagement* avec tous les hommes qui habitent comme nous, avec nous, cette terre.

C'est ce qu'elle engage comme attitude, attitude *d'humilité, d'écoute* : nous avons d'autant plus à apprendre et à entendre, que nous nous sommes facilement positionnés, nous les chrétiens, comme des donneurs de leçons.

Elle ouvre ainsi un espace possible pour un débat "éthique" où puissent être menées tout à la fois des investigations théoriques et des expérimentations pratiques.

C'est ce qu'elle engage comme chemin, comme tâche.

Car alors, oui, il existe bien un espace qui s'ouvre et qu'il est possible d'investir, un espace de réflexion théorique comme d'expérimentation pratique avec tous ceux qui habitent notre terre, pour la rendre habitable, fraternelle,

C'est un espace ouvert, hors des sentiers que l'histoire a verrouillés, hors des blocages que l'idéologie ne cesse de produire au cœur et entre les différents acteurs sociaux.

Un espace interdisciplinaire où puissent se croiser, se confronter et s'interpeller des représentants des différentes disciplines, avec leur approche et leur objet et leurs soucis particuliers, et où puisse se tenir un débat éthique.

On pourrait concevoir que cette interdisciplinarité soit organisée par les pouvoirs publics eux-mêmes, sur la base de comités départementaux et d'un comité national, comme pour la bio-éthique.

On pourrait imaginer la tenue de débats ponctuels comme celui sur l'identité nationale qui



a eu cours il y a peu, sans être nécessairement aussi instrumentalisé.

On peut rêver de sommets, comme celui de Copenhague, sur le réchauffement climatique.

Benoît XVI écrivait à Gordon Brown le 3 mars 2009, à propos du G 20 qui allait se tenir quelques jours plus tard, pour souligner l'absence des pays pauvres en cette instance, comme en d'autres structures internationales, alors que « *ce*

sont précisément eux qui souffrent le plus des effets néfastes de la crise ».

Paradoxalement, la crise ouvre et rend possibles des espaces de concertation, voire de décisions communes au niveau international.

Il est urgent de s'y engager, pour que la sensibilité de chaque entité puisse être entendue et respectée, et que soit assurée la participation de chacun à la promotion et à la défense du bien commun. ■

L'instance critique de la Croix

La racine commune de la crise et de la critique (*Krisis* : jugement) nous invite à considérer la Croix comme instance critique de la foi et lieu d'une évaluation critique de l'humanité des hommes. Nous proposons quelques lignes d'Edward Schillebeeckx, théologien dominicain né à Anvers en 1914 et qui vient de mourir à Nimègue le 23 décembre 2009. E.S. a participé au concile Vatican II en travaillant en particulier à la Constitution sur la Révélation (*Dei Verbum*). Il est l'auteur de nombreux ouvrages. Parmi ceux qui sont traduits en français on peut relever : *Le Christ sacrement de la rencontre de Dieu*, Cerf, 1960, 1997, et *L'histoire des hommes, récit de Dieu*, Cerf, 1992, dont le texte suivant est extrait. Deux axes commandent l'œuvre d'E.S. :

- le souci d'articuler l'expérience de l'homme en recherche de sens et la surabondance de sens proposée par la foi chrétienne ;
- la considération de l'humanité historique de Jésus car « dans l'homme Jésus, la révélation du divin et l'ouverture d'un être humain vrai, bon et réellement heureux, coïncident totalement dans une seule et même personne ».

présenté par
Jean-Marie PLOUX

Le sens salvifique de la praxis et de la mort de Jésus.

« Jésus s'est opposé à l'idée d'un Messie triomphateur. Ce n'est qu'après avoir redéfini le titre de Oint que l'on peut l'appliquer à Jésus.

La mort de Jésus en croix oblige à cette redéfinition : Jésus, le Crucifié, *l'Excommunié*, est le Messie. À la manière de Dieu, Jésus s'identifie de préférence avec les exclus et les bannis, avec l'impur, ce qui le mène à devenir lui-même l'Excommunié, le Banni, l'Ostracisé. Cette identification est radicale. Elle assure la continuité entre la vie de Jésus et sa mort, et c'est en raison de cette continuité que la signification salvifique de sa personne trouve son sommet dans sa mort sur la croix. Isolée de cette continuité, sa mort perd sa signification salvifique. (...)

Jésus rejette toute idéologie d'un pouvoir dominateur et refuse pour cette raison toute application à sa personne du titre juif de Messie. Jésus n'a pas été condamné parce qu'il aurait eu, en tant qu'homme, des prétentions divines, pas non plus en raison de sa faiblesse humaine. Il appert de tout le récit évangélique que ce qui l'a fait condamner, c'est son choix souverainement libre en faveur de l'homme, choix subversif aux yeux de quiconque joue le jeu de la puissance. L'autorité qui caractérisait sa conduite fut interprétée comme un défi (à l'autorité « légitime » ?) et le mena devant les tribunaux et à l'exécution capitale. Sa façon d'être a contraint les puissants à baisser le masque. Il avait démasqué les effets pervers de leur « zèle » pour les « affaires sacrées » exercé aux dépens de la cause des hommes et des femmes. Bref, l'option de Jésus, faite en pleine lucidité, impliquait le refus de quelque idéologie messianique que ce soit, idéologie qui, selon le mo-

dèle apocalyptique de l'époque, aurait dû permettre la libération des opprimés, mais au prix de l'anéantissement des oppresseurs.

De l'ensemble du Nouveau Testament (malgré la présence sporadique d'autres modèles d'interprétation), il apparaît que Jésus met l'accent sur la « gratuité » de notre délivrance et de notre libération. Bien des théories de la Rédemption passent sous silence la force subversive de son message et de son agir ou, pire encore, elles sacralisent la violence et en font une réalité intra-divine. Dieu aurait exigé un sacrifice sanglant pour apaiser son exigence de justice. La faute devait être vengée pour que la réconciliation fût possible. Le prix de notre réconciliation avec Dieu serait le rejet de Jésus par Dieu ! Cette thèse est contredite par toute la prédication et la praxis de Jésus. Jésus se refuse à abolir la violence dont est faite l'histoire des hommes par un acte de « violence divine ». En repoussant les trois tentations au désert, il repousse résolument l'attente, commune à tous les Juifs, d'un Messie venant en puissance et en majesté. (...)

Jésus n'a pas cherché à se poser en leader messiano-politique, mais cela ne signifie pas que son message et sa praxis soient sans signification politique. Je nomme « subversifs » les paroles et les actes qui déstabilisent de fait l'autorité des institutions sociopolitiques. Le choix fondamental de Jésus a été de refuser la puissance et la force. Ce qu'il a dit et fait a acquis du même coup une autorité sans égale. Jésus, qui accepte pour lui-même l'exclusion et le rejet, ne cherche pas à se mettre à la tête des parias de la société. Il montre ainsi que le fait d'être marginalisé ne donne droit à aucun privilège, mais que c'est la conséquence perverse de structures sociales oppressives. Le silence de Dieu, à l'heure de la mise à mort sur la croix, se situe dans le droit fil de la logique de la ligne de vie de Jésus, étrangère à tout

déploiement de force, fût-elle messianique. Cette mort est la conséquence d'une vie radicalement au service de la justice et de l'amour, la suite d'un choix pour les parias et les exclus, d'un choix pour son peuple soumis au pillage et à la destruction. Dans un monde possédé par les puissances du mal, tout engagement pour la justice et l'amour peut mener à la mort violente.

La *redéfinition* que Jésus a donnée, tant de Dieu que de l'homme, dans et par sa prédication et sa praxis de vie, trouve son achèvement suprême précisément sur la croix. Dieu est également présent là où un regard humain ne le perçoit pas. (...)

Sur la croix, Jésus partage la dérégulation de notre monde broyé. Et pourtant cela signifie que Dieu, en toute liberté et de toute éternité, détermine qui et comment il veut être au plus profond de soi, c'est-à-dire un Dieu d'hommes, notre allié dans nos souffrances et l'absurdité de notre destin, notre allié aussi en tout ce que nous pouvons faire de bien. Il est, *dans* ce qui lui est propre, un *Dieu-pour-nous*. C'est pourquoi la distinction classique entre « Dieu-en-soi » et « Dieu-pour-nous » n'a plus aucun sens pour moi.

Le Nouveau Testament oblige à une redéfinition théologique de plusieurs conceptions du divin et également de l'humain. Dieu accepte l'homme inconditionnellement et en cela même *transforme* l'homme, l'invitant à se convertir et à repartir de neuf. En conséquence de quoi, la croix est une condamnation de toute conception du monde élaborée par nous ; elle condamne toutes nos façons de réaliser ce que signifie être-humain et être-Dieu. En cela se dévoile de façon indépassable l'humanité de Dieu, le noyau même du message de Jésus au sujet du Royaume : Dieu qui se montre Dieu *au sein* d'un monde d'hommes, en vue du salut et du bonheur des hommes, jusque dans

la souffrance même. Dieu ne pose pas de conditions, ni aux hommes, ni à l'homme Jésus, pour être notre libérateur. « *C'était Dieu* qui, dans le Christ, se réconciliait le monde » (2 Co 5, 19). Ce n'est pas Dieu, ce sont les hommes qui ont livré Jésus à la mort ; en même temps, cette exécution capitale est le matériau, préparé par les hommes, dont Dieu s'empare pour en faire sa plus haute révélation, comme il ressort de la foi néotestamentaire en la Résurrection de Jésus.

La foi en la Résurrection de Jésus.

Disons d'abord que tout ce qu'on peut dire de sensé au sujet de la Résurrection de Jésus doit être tel que cela ne vide pas de sa tragique réalité sa mort ignominieuse. Du point de vue de l'histoire, la mort de Jésus est tout simplement indéfendable. En parler comme d'une mort rédemptrice ou réconciliatrice, ou parler de la valeur libératrice de cette mort, sans réflexion critique, ne peut que devenir pure idéologie. La croix n'est pas une distinction honorifique mais une malédiction (Ga 3, 13), comme le dit S. Paul, une ignominie, un outrage. La Résurrection n'y change rien. La mort de Jésus en elle-même, c'est-à-dire vue dans la perspective de ce que les hommes lui infligent, n'a aucun sens positif. La mort de Jésus n'est pas une mort ordinaire. Il ne s'agit pas seulement de la problématique universellement humaine de la mort, en tant que dialectique entre la vie et la mort, comme Bultmann et d'autres le pensent ; il s'agit d'une exécution inique, sans aucune proportion, ou plutôt en flagrante contradiction avec la manière concrète dont Jésus a vécu. Il y a eu des milliers de crucifiés : leur mort en croix n'a pas de sens universel et n'est pas appelée « mort rédemptrice ». Il ne s'agit donc pas de la mort de Jésus comme telle.

Comme telle, cette mort ne peut avoir aucune valeur rédemptrice ou libératrice, bien au contraire, car la mort est l'ennemie de la vie.

Voici ma position en la matière : si la façon dont Jésus a vécu ne révèle pas de signes anticipateurs de sa Résurrection, sa mort n'est qu'un échec et en ce cas (comme le pense J. Pohier) la foi en la Résurrection n'est que le fruit du désir humain. Sans anticipations effectives de la Résurrection au cours de la vie terrestre de Jésus, Pâques n'est qu'une idéologie. Mais le sujet de la confession de foi : « Il est ressuscité », est le Jésus de l'histoire, Jésus de Nazareth, qui croyait à la Promesse et lui donnait forme par son message, et surtout par sa praxis de vie. La foi de Jésus en la Promesse, source d'une praxis originale, est l'anticipation historique du sens de la Résurrection, et donc de la victoire finale de Dieu sur le mal. Pendant sa vie terrestre, Jésus est un « déjà », encore enclos il est vrai dans l'horizon de la mort, mais d'une mort qui, en espérance, a déjà vaincu la mort. La puissance divine était déjà à l'œuvre dans la vie même de Jésus, et sa mort y participe. Ce n'est que sur cette base que la Résurrection cesse d'être une idéologie ! Si seule la mort de Jésus (comme le pensent Bultmann et déjà, en un sens, l'apôtre Paul) anticipe historiquement sa Résurrection, cette Résurrection devient inévitablement la négation d'une histoire où le péché est l'aiguillon et la mort sa conséquence.

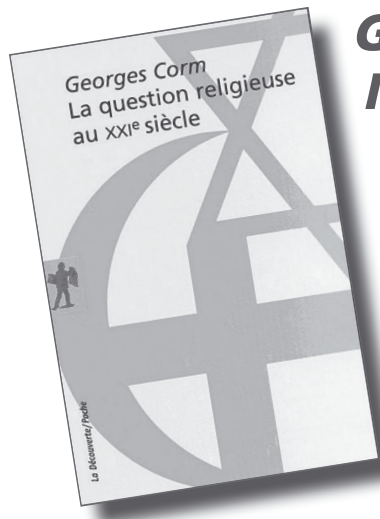
On ne peut donc séparer l'impuissance de Jésus sur la croix de la force vive et de tout le positif qui se révèlent dans toute une vie de solidarité avec les opprimés, assumée à partir d'une confiance absolue en Dieu. Le souci de Dieu, c'est le bonheur des hommes qui vivent sous la menace de la nature, de l'oppression sociale et de l'aliénation de soi. Jésus s'engage dans cette voie, au point que le souci de sa propre survie s'efface et finit par ne plus jouer aucun rôle.» (p. 197-202) »»



Georges CORM

La question religieuse au XXI^e siècle.

Géopolitique et crise de la postmodernité (Paris, La Découverte, 2006)



Présenté par Bernard MICHOLLET

La question religieuse est apparemment au cœur des problématiques contemporaines portant sur l'identité et l'avenir des sociétés qui cherchent leur place dans un monde globalisé. C'est cette évidence que Georges Corm interroge dans son ouvrage *La question religieuse au*

*XXI^e siècle. Géopolitique et crise de la postmodernité*¹. L'auteur, un Libanais ayant fait ses armes dans l'économie et le droit, spécialiste du Moyen-Orient et de la Méditerranée, poursuit une réflexion aiguisée sur les interactions entre les cultures de l'Europe et de l'Orient, et entre les religions et la modernité².

1. CORM, Georges, *La question religieuse au XXI^e siècle. Géopolitique et crise de la postmodernité*, Paris, La Découverte, 2006, 216 p. Les citations ou références seront signalées en étant simplement suivies par le numéro de la page de l'ouvrage entre parenthèses.

2. Georges Corm, Libanais maronite né en 1940 en Égypte, a étudié à Paris. Sa thèse de doctorat *Contribution à l'étude des sociétés multiconfessionnelles* indique quels sont ses centres d'intérêt. Outre son investissement académique important, Georges Corm a travaillé dans différentes instances nationales et internationales. Il a même été ministre des finances du Liban de décembre 1998 à octobre 2000. Son dernier ouvrage, *L'Europe et le Mythe de l'Occident. La Construction d'une Histoire* (Paris, La Découverte, 2009) prolonge celui que nous analysons. (Voir son site officiel : <http://www.georgesorm.com/>.)



Son ouvrage publié il y a quatre ans reste d'actualité malgré les premiers infléchissements de la politique états-unienne depuis un an sur la place accordée au messianisme évangélique dans sa stratégie. Cela compte puisque c'est la charnière théologico-politique des représentations contemporaines qu'interroge GC. Depuis trente ans, la planète bruisse du retour du religieux. Pourquoi et « [...] comment les décors qui nous entourent [...] ont-ils changé si brusquement » (9) alors qu'était annoncée la fin de l'histoire³ ? Apparemment, après l'effondrement des régimes communistes, la démocratie et le libéralisme sortent vainqueurs de tous les régimes pré-modernes et des perversions politiques du xx^e siècle.

Pourtant parallèlement, les références à la religion se multiplient pour fonder des changements politiques majeurs (la révolution iranienne en 1979...) et expliquer le malaise de l'homme moderne tout autant que la future configuration politique du monde⁴. « Choc des civilisations » qui s'entend « choc des religions » (9) est l'implicite des études sur « islam et islamisme » ou sur Israël. Dans sa description, GC souligne les connivences que cette évolution entretient avec des philosophies politiques opposant « l'humanisme des Lumières et la logique de la révélation » (11)⁵ pour interroger la réalité des « décors d'aujourd'hui qui nous conditionnent implacablement à parler d'identité, de racines, de religion [...] » (13).

« Quelles sont les fonctions de ce décor ? Que sert-il à cacher, à voiler ou à défigurer ? Assiste-t-on à la “fin du politique” [...] ? » (14) Ainsi GC se donne-t-il pour projet de questionner l'assertion selon laquelle « l'homme moderne retrouverait une dimension que la modernité lui aurait fait perdre : [...] la matrice religieuse » (14), assertion opportunément répandue dans les milieux néoconservateurs. Que les tragédies du xx^e siècle aient « ébranlé les fondements philosophiques du monde moderne » (15) suffit-il pour avaliser les nouveaux décors sans en connaître l'envers ? L'enjeu est bien celui de la construction de la “polis” (cité en grec) afin de « préserver des espaces de “respiration républicaine” » (17)

3. FUKUYAMA, Francis, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1995 [Londres, 1992].

4. HUNTINGTON, Samuel, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997 [*Foreign Affairs*, 1993].

5. La pensée de Leo Strauss (1899-1973) relayée par celle de George Steiner (né en 1929) problématisent la quête des fondements politiques de l'Europe selon une dialectique Athènes-Jérusalem non soluble dans une synthèse.



à l'échelle du monde. Au cours de son itinéraire, GC a découvert que le « paganisme classique [...] était un système théologique idéal pour accommoder les différences ethniques et religieuses » avant d'être supplanté par le monothéisme de nature intransigeante (18). Il ne conserve aucune naïveté quant au rôle dévolu aux religions aujourd'hui, et veut « montrer que le néo-conservatisme [...] sollicite le retour du religieux [...] pour asseoir son autorité intellectuelle et légitimer le nouvel ordre géopolitique » (19). Ainsi dès l'introduction, GC ne cache pas qu'il défend une thèse, mais une thèse stimulante dès lors que les religions et le religieux entretiennent un lien avec la foi en Jésus-Christ.

La densité de l'introduction ne dispense pas de parcourir les six

chapitres de l'ouvrage. GC commence par analyser ce qu'il nomme la « Genèse du malaise identitaire » (23). Les deux blocs de la guerre froide laissent place à l'instrumentalisation du religieux tandis que les révolutionnaires les plus avant-gardistes renient le credo de leur jeunesse pour se revêtir des habits du conservatisme politique. La Révolution française présentée comme un événement fomenté par des philosophes, ceux des Lumières⁶, est considérée comme le début d'une époque, celle de la modernité politique, qui se clôt avec la chute du mur de Berlin. L'échec de ce temps qui aurait manifesté sa nature inhumaine permettrait alors de renouer avec l'homme véritable enfoui sous cette modernité. « L'effondrement [du communisme...] clôt logiquement le

cycle révolutionnaire⁷... » C'est alors que les religions et le religieux sont convoqués par les néoconservateurs au titre de la redécouverte des civilisations jusque-là occultées par la conception laïque du politique. L'homme serait rendu « à son essence première d'*Homo religiosus* après des siècles » (38). Cet « essentialisme postmoderne » (38) « prend la place de la culture cosmopolite issue de la philosophie des Lumières » (39). L'essentialisme acclimaté par l'Europe pour légitimer le colonialisme n'a aucune peine à refaire surface. Ainsi la mue de l'Occident – aujourd'hui conduit par les États-Unis – lui permet de poursuivre son développement impérialiste. Celui-ci abandonne « ses prétentions humanistes » (42) au profit de la défense de la civilisation. La fin des nationalismes

6. FURET, François, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978.

7. FURET, François, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995.



européens laïques, insérés dans un espace économique et déconsidérés par les guerres, provoque un appel d'air identitaire et la recherche de « racines » (44).

Dans « L'avènement de la nation et les mutations des systèmes de formation de l'identité », GC déconstruit le mythe des nations européennes qui ne s'imposent comme États qu'au XIX^e siècle. Elles ne sont pas d'abord identifiées par la religion. Néanmoins, pensées comme peuples, elles héritent de l'aura sacrée du peuple juif dont la destinée est inscrite dans la mémoire européenne. Hegel en a fait la théorie. Le peuple hérite de la tribu et de cette sacralité moderne qui a rendu possible l'antisémitisme européen. « [...] les nationalismes européens [...] ont établi la règle de la construction identitaire [...en élaborant] une image de soi positive et narcissique et une image de l'Autre négative. » (54) Le mo-

nothéisme qui a radicalisé l'autoglorification des peuples a été relayé par la pensée des Lumières. Il est à l'origine du « concept d'Occident » désignant « une méga-identité » véhiculant « le sentiment profond d'une supériorité absolue sur le reste de l'humanité » (62). L'exportation du concept de nation a servi toutes les ambitions expansionnistes européennes et contribué à bouleverser la carte politique mondiale. À cela s'est ajouté un fait passé inaperçu : en 1947, était créé « un nouvel État sur la base exclusive de l'identité religieuse » (69), le Pakistan. Cette intégration de la religion dans la définition identitaire d'une nation s'est renouvelée en 1948 pour Israël. Pour servir le colonialisme, l'instrumentalisation de la religion est lancée. Paradoxalement, « le nationalisme européen et laïque [...réveille] les sentiments d'identité religieuse » (71). Et parallèlement, le réformisme qui par-

courait tout l'univers religieux est supplanté par un fixisme fortifié par les courants de pensée antimodernes qui montent en puissance. La « confusion entre religion et nationalité » (75) s'impose définitivement à la faveur de la création d'Israël. Celle-ci scelle le cycle de la violence nazie à laquelle a fait face la violence des États sensés défendre les valeurs modernes. Mais faut-il associer modernité et violence, Lumières et violence ?

Dans son chapitre « Archéologie des violences modernes : les guerres de religion en Europe », GC met en perspective religieuse l'histoire du bassin méditerranéen. Le besoin universel de religieux encadré par les religions instituées ne disparaît pas. L'histoire montre à quel point ces dernières sont usées par les pouvoirs auxquels elles se lient, rendant ainsi le monde sans saveur. « C'est donc bien un recours – et non un retour – au religieux que manifeste



ce mode de réaction [à ce] désenchantement du monde. » (85) GC plonge dans l'histoire des violences attachées au christianisme, depuis les déchirements dogmatiques du IV^e siècle jusqu'aux guerres de religion des XVI-XVII^e, sans négliger l'Inquisition. Il montre l'importance des interactions entre le politique et le religieux en ce domaine en « [décrivant] ce que notre mémoire historique atrophiée refuse de retrouver » (88), à savoir que les violences modernes s'enracinent beaucoup plus loin que dans la Révolution française. On ne peut faire comme si avait existé un religieux pacifique ou innocent avant la Renaissance et qu'il faudrait retrouver aujourd'hui. Et la violence ne fut pas l'apanage de l'Église catholique comme le montre l'histoire de l'Angleterre du XVII^e siècle. Ainsi « les violences révolutionnai-

res modernes [...] ne constituent pas des innovations » (96), y compris dans les méthodes utilisées. La radicalité des révolutions trouve sa genèse dans celle des groupes protestants les plus durs tout autant que la « guerre d'extermination et d'annihilation de l'Autre » (98) dans la réaction catholique. Pour GC, « la Révolution française, loin d'être l'événement fondateur de la modernité et l'archétype de ses violences, ne serait-elle pas plutôt la continuation de ce que certains protagonistes des guerres de religion avaient initié [...] ? » (99). Simplement, la modernité installe un temps ouvert à l'action de l'homme en lieu et place du temps chrétien eschatologique et prophétique fermé, c'est-à-dire un temps de crise.

Dans le chapitre « La modernité comme crise de la culture et de

l'autorité », GC à la suite de Hannah Arendt⁸ discerne un problème de fondation de l'Occident. La modernité ne fait que chercher ce que le christianisme avait fourni en son temps. Or la crise de la modernité culmine avec l'échec de la dernière tentative que fut le communisme. Le recours au religieux, à la « tradition judéo-chrétienne » introduite par Hegel (114), vient supplanter l'humanisme classique au nom duquel l'Occident intervient dans le monde. Tout est prêt pour opposer les civilisations identifiées prioritairement par la religion. Or la modernité a consisté à développer des philosophies de l'histoire destinées à remplacer Dieu défaillant et ainsi pérenniser la tradition de fondation de la société. Hegel est celui qui a brillamment synthétisé « les tensions nées de la confrontation de l'esprit religieux tradition-

8. ARENDT, Hannah, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972 [1954 pour l'anglais].



nel et de l'esprit profane » (118). La dynamique temporelle qu'il a imprimée à l'histoire a permis de construire « l'idéologie de l'"exceptionnalité" de l'Occident » (120) apte à tout légitimer. Cette conception s'est surtout manifestée dans une véritable « "guerre civile" européenne » (120) et les conflits extérieurs dus à sa dimension hégémonique jusqu'à aujourd'hui. La mise en perspective de l'origine des violences européennes ne permet plus d'affirmer que le caractère laïque des idéologies aurait eu des conséquences que n'avaient pas eu les idéologies religieuses précédentes. C'est là que s'installe un clivage entre ceux qui, pour réutiliser la religion de façon idéologique, nient la valeur des Lumières en leur attribuant exclusivement les horreurs de la Shoah. Pourtant, selon GC, « ce recours au religieux dans l'espace politique [...] aggrave la crise spécifiquement religieuse que

connaissent [...] les trois monothéismes » (133-134).

Dans « La double crise religieuse et politique dans les sociétés monothéistes contemporaines », l'auteur montre que les deux univers en crise pensent avoir besoin l'un de l'autre. Mais leurs défis respectifs en sont d'autant plus brouillés. Ce phénomène est net dans les sociétés de tradition religieuse monothéiste car « la foi dans un idéal unique ne s'est pas altérée » (138) dans la modernité. Elle a été déplacée, l'idéal – la laïcité – occupe la place de Dieu, selon la thèse qui définit la modernité comme le christianisme sécularisé. La violence associée à cette double crise est en rapport étroit avec la violence qui caractérise les monothéismes dont les écrits révélés sont sujets à interprétations contradictoires. Les compréhensions divergentes de leur eschatologie conduisent à des conflits puisqu'il faut impéra-

tivement les inscrire dans l'histoire concrète afin d'en faire advenir le terme. Au sein du christianisme, l'apparition du protestantisme fonctionne comme un retour aux fondements par la réappropriation de l'Ancien Testament. Aux États-Unis, cela constitue un élément d'alliance objective avec les lectures fondamentalistes juives. De son côté, le monde musulman, par sa faible institutionnalisation et son abandon de toute recherche philosophique dès le XI^e siècle, s'est rendu vulnérable au fondamentalisme et à la violence, sous la pression occidentale. Le monde juif, du fait de la diaspora, a réagi de façon diverse à l'assimilation par le monde moderne. C'est la Shoah qui a renversé la situation en conduisant à la création d'un Israël comme État moderne et religieux. Pour GC, l'instrumentalisation des monothéismes par le politique les conduit à des « convulsions et des



mutations si inquiétantes qu'elles donnent crédit aux thèses de la guerre des civilisations » (164). Le dernier chapitre « De la guerre et de la paix au XXI^e siècle » constitue la visée de l'auteur, marchant ainsi sur les traces d'Emmanuel Kant. En soulignant que « la religion n'est aujourd'hui qu'un élément, parmi bien d'autres, d'une civilisation » (169), GC met le doigt sur l'instrumentalisation politique du religieux qui se met en place. On ne peut trouver de « retour du religieux qui organiserait partout à nouveau la morale et l'histoire » (169). Pourtant, le monde est dominé par la conception américaine d'une civilisation moderne « au sens du développement continu du progrès technique et de la consommation de masse » « en harmonie avec cette valeur traditionnelle et éternelle que serait la religion prise dans un sens littéral et conservateur » (170). Le modèle

européen appuyé sur la philosophie des Lumières est déjà loin. Cela explique les nouveaux discours de l'hyperpuissance mondiale contre le terrorisme et en faveur d'Israël favorisant les opposants extrémistes. Ainsi est distillée concrètement dans les esprits la thèse du conflit des civilisations. Or ces grands ensembles sont bien morcelés. Les réactions d'humanistes n'ouvrent-elles pas un autre chemin ? Dans sa conclusion « Vers un pacte laïque international ? », GC rassemble cinq impératifs indispensables pour redonner des couleurs à l'humanisme. Il propose d'abord de « sortir de l'instrumentalisation de la religion et de la fabrication intensive des nationalismes civilisationnels » (184) ce qui implique un changement de langage en particulier vis-à-vis de l'islam ainsi qu'au sein de cette religion. GC choisit « la défense d'une vision laïque et profane du

monde » (191) pour lutter contre l'instrumentalisation de la religion. Le deuxième impératif est le respect du droit international, y compris par le puissant, accompagné de la « conception kantienne du cosmopolitisme » (193). La commune humanité de l'homme prime sur les différences ethniques et religieuses. Comme troisième impératif, GC soutient que « seule la renaissance de l'esprit républicain dans le monde pourra permettre de mettre un terme à cette interminable crise de la modernité » (196). Le quatrième impératif se présente comme un plaidoyer enflammé pour la réhabilitation de l'État « comme source de [la] citoyenneté et comme base de la société civile elle-même » (199), seul moyen de résister aux pressions économiques qui conduisent au chaos. Il doit s'accompagner de la démocratie comme « recherche passionnée et raisonnée du bien



public (la *res publica*) » (201). Pour terminer GC ose avancer l'idée d'une « refondation du monde » en ayant recours au type nouveau de raison développé par Jürgen Habermas⁹, la « raison communicationnelle » (202). Quelques-uns ne peuvent plus penser et décider pour les autres ou même les manipuler et engendrer des réactions violentes. Le paradigme nouveau à mettre en place est celui du dialo-

gue, seul apte à faire émerger des solutions aux problèmes contemporains.

Au terme d'un ouvrage si dense, le lecteur comprend qu'il n'a aucune raison de se laisser impressionner par l'argumentation tronquée des néoconservateurs ou des postmodernes qui ne font que resservir le plat des religions afin d'asseoir les intérêts de leurs commanditaires impérialistes. Les religions

en crise face à la modernité qui croient y trouver une opportunité pour mieux exister, sont tellement instrumentalisées que leur crise interne en est redoublée. Si pour le christianisme, l'Église se fait religion acceptant de se lier (de se livrer ?) au pouvoir, qu'advient-il de la capacité de ses membres à mettre leur confiance en Jésus-Christ mort et ressuscité ? Qu'advient-il de la foi ? ■

9. HABERMAS, Jürgen, *Le discours philosophique de la modernité*, Paris, Gallimard, 1988.